



BOUBACAR
BORIS DIOP

*Murambi, le livre
des ossements*

ℵ

« CE ROMAN EST
UN MIRACLE »
TONI MORRISON

« L'un des romans les plus poignants jamais écrits sur le génocide des Tutsis du Rwanda, en 1994. » Maria Malagardis, *Libération*

« Avec ce livre, Boubacar Boris Diop a réalisé un véritable travail de mémoire. La lecture fait froid dans le dos mais elle est fondamentalement instructive. » *Le Figaro Littéraire*

« S'il ne parvient pas à poser une pensée sur l'impensable, le sublime roman de Diop en expose les mécanismes. Car il ne suffit pas de compatir, pense-t-il, il faut connaître, à défaut de comprendre, les enjeux d'une catastrophe "aux dimensions cosmiques". » Marine de Tilly, *Le Point*

« Un chef-d'œuvre. » *Paris Match*

« Ce livre est vivant, issu des cendres du génocide rwandais, éclos du pire, de l'innommable au sens premier. » *Axelle*

« Extraordinaire roman pluriel sur le génocide des Tutsis. » Stéphane Duchêne, *Le Petit Bulletin*

« Ce roman oppose la vie à la mort, rend justice aux victimes et dénonce la politique africaine de la France au Rwanda. » Fatou Sall, *Altermondes*

« Mais on peut lire et lire encore la parole de ces témoins, car c'est la seule solution pour ne pas oublier et faire que jamais cette abomination ne se reproduise. La seule réponse que l'on trouvera dans ces lignes est sans appel : tout, mais surtout pas le silence. » Amélie Muller, *Page*

« Un livre d'émotions. »
Le Français dans le Monde

« Boubacar Boris Diop nous éclaire sur l'ultime génocide du XX^e siècle mieux que tous les essais et témoignages. » *Ouest France*

« *Murambi le livre des ossements* mène une réflexion sur la puissance de la création face au meurtre et sa structure éclatée redonne vie aux destins individuels, éclaire la conscience des victimes, des bourreaux du Pays des Mille Collines. »
Veneranda Paladino, *Dernières Nouvelles d'Alsace*



Mots de passe

Boubacar Boris Diop, contre l'oubli

GLADYS MARIVAT

Si c'était à refaire, il commencerait par là : écrire dans sa langue maternelle. Ainsi se conclut notre conversation avec Boubacar Boris Diop. Le romancier et essayiste sénégalais, né en 1946 à Dakar, a attendu 2003 avant de publier son premier roman en wolof, *Doomi Golo* (Papyrus, Dakar), traduit en français par ses soins six ans plus tard (*Les Petits de la guenon*, éd. Philippe Rey). Depuis, l'auteur a choisi d'écrire son œuvre de fiction uniquement en wolof.

La question de la langue est au centre de l'œuvre de l'ex-journaliste qui, depuis sa politique-fiction *Le Temps de Tamango* (L'Harmattan, 1981), interroge la mémoire du Sénégal, à travers sa littérature, ses mythes et son actualité. Dans *Un tombeau pour Kinne Gaajo*, son nouveau roman, une écrivaine fictive meurt dans le naufrage du ferry Joola, en 2002.

Comme souvent chez Boubacar Boris Diop, on y croise des « cinglés », une femme forte et énigmatique, des politiciens frappés du complexe du sauveur, d'appétissants plats sénégalais (baasi-salte, ñeleñ, ndambe et mbaxalu-saalum), des expressions en wolof et une cartographie de Dakar, « ville-pagaille » ; ainsi que les proverbes du « malicieux et quasi imparable » Njaajaann Njaay, le mythique ancêtre fondateur de la nation wolof.

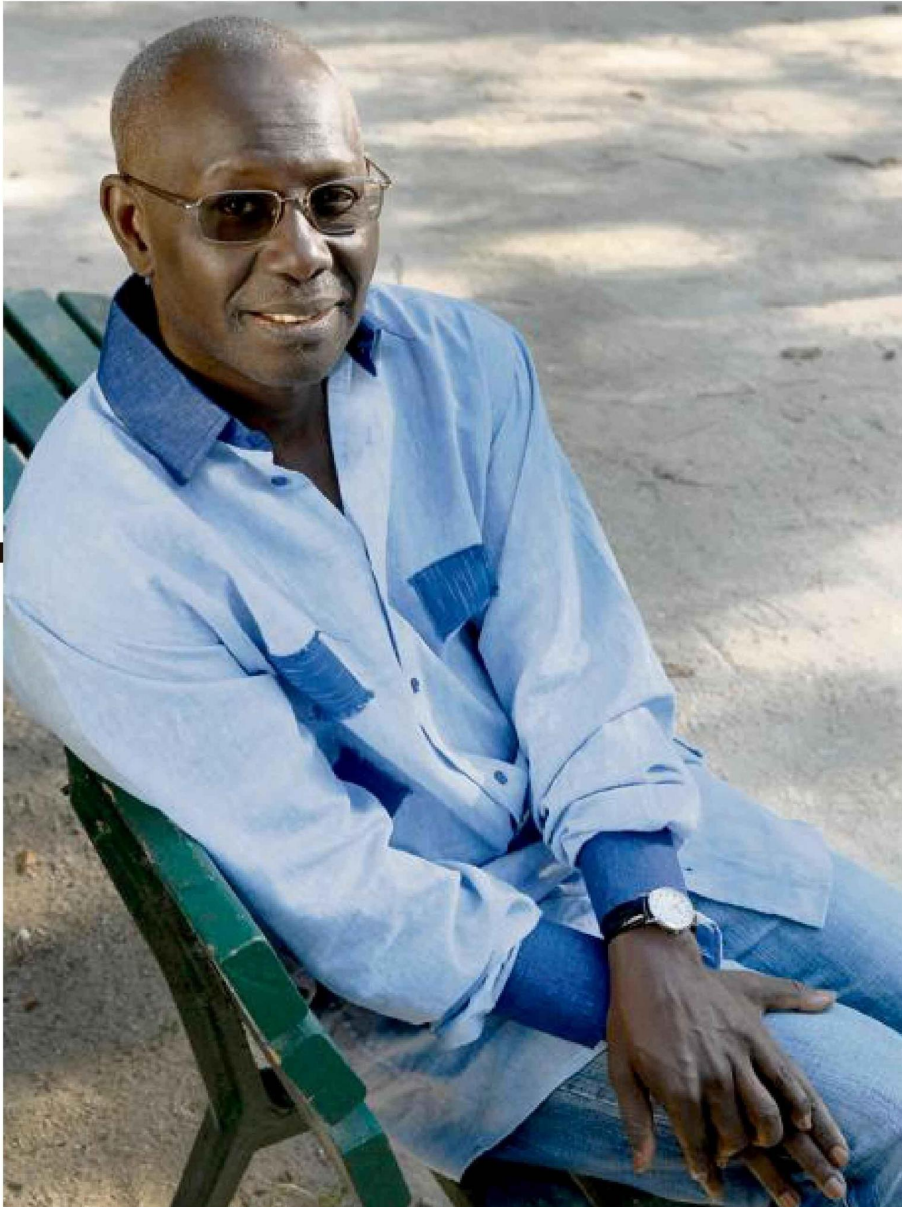
Quatre « mots de passe » pour arpenter une œuvre prolifique, récompensée en 2022 par le prestigieux prix international de littérature Neustadt.

« Léebóon »

« Léebóon », « il était une fois » en wolof, résonne dans la plupart des romans que Boubacar Boris Diop situe au Sénégal, prononcé par le narrateur ou des personnages secondaires. « Une histoire ne vaut que racontée par la langue de qui l'a vécue », dit un proverbe sénégalais, repris de livre en livre. Souvent, la personne à qui est adressé le conte intervient, et les histoires s'enchaînent. *Un tombeau pour Kinne Gaajoo* ne déroge pas à la règle.

Le roman est divisé en deux grands récits – celui de Njéeme Pay, qui tente une biographie de son amie Kinne, puis celui de cette écrivaine et prostituée. L'omniprésence de la fable chez Boubacar Boris Diop reflète son « panthéon littéraire », dominé par une conteuse en wolof : sa mère. « J'étais un enfant impressionnable et donc persuadé que tout ce qu'elle disait était vrai, se souvient-il. J'ai très tôt compris la puissance des mots – proférés ou imprimés –, mais aussi que le monde réel et le monde imaginaire peuvent n'en faire qu'un. »

Les auteurs français du XIX^e siècle, mythifiés par son père, un intendant né « la même année que Léopold Sédar Senghor [1906-2001] », ont également influencé l'écrivain. Dans un premier roman jamais publié, écrit à 15 ans, résonnait « un lyrisme extraordinaire » issu de Lamartine ou de Rimbaud. « Je n'avais pas d'intérêt pour ce qui se passait dans la société, juge-t-il. Quand je faisais de belles phrases, j'étais content. Puis, j'ai compris que ce n'était pas de la littérature. »



Boubacar Boris Diop, à Paris, en 2011. ULF ANDERSEN/AURIMAGES

Journalisme

La révélation se produit au contact de Jean-Paul Sartre (1905-1980), dont l'étudiant en philosophie et en lettres lit toute l'œuvre romanesque (son deuxième prénom, Boris, qu'il prend à 20 ans, est inspiré d'un personnage des *Chemins de la liberté*, Gallimard, 1945-1949), en même temps que celles d'auteurs africains, tels Mongo Beti (1932-2001) et Ousmane Sembène (1923-2007), ou latino-américains, comme Ernesto Sabato (1911-2011) et Juan Rulfo (1917-1986). Puis, l'enseignant devient journaliste. Son écriture se fait « plus nerveuse ». Surtout, il « reste au contact de la société sénégalaise ».

Les romans de Boubacar Boris Diop témoignent, en particulier, du vif intérêt de son peuple pour la vie politique. Ainsi des coups de sang du tyran Dibi-Dibi dans *Les Petits de la guerre* ; des crimes du Français Pierre Castaneda, le véritable

maître du pays dans *Kaveena* (éd. Philippe Rey, 2006) ; ou encore des ambitions du frère boiteux de Kinne Gaajo, prêt à se lancer dans l'arène. Comme ses concitoyens, la « comédie » jouée par les politiciens passionne l'écrivain. Dans son cas, cela remonte à Mai 68. « *Maoïstes, trotskistes, social-imperialistes, partisans d'Enver Hoxha* [le dictateur albanais, 1908-1985] : c'était bouillonnant à Dakar », se souvient-il.

Cette proximité avec le peuple sénégalais passe aussi par la langue. Dans *Un tombeau pour Kinne Gaajo*, Njéme Pay convainc un rédacteur en chef plutôt moqueur d'offrir une chronique en wolof à Kinne Gaajo. Clin d'œil sans doute aux deux créations de Diop : EJO, une maison d'édition dakaroise en langues locales et DefuWaxu.com, l'unique quotidien wolof en ligne.

La couleur d'un crime

LE 26 SEPTEMBRE 2002, le ferry reliant Ziguinchor à Dakar se retournait au large de la Gambie, « comme unealebasse ». Popularisée à l'époque, la métaphore n'a pas sa place dans *Un tombeau pour Kinne Gaajo*, le nouveau roman de Boubacar Boris Diop. Il lui substitue l'image vraie de la coque rouge sang du *Joola*. La couleur d'un crime : celui de l'oubli, si rapide, des près de 2 000 passagers morts et de l'ignorance de ce qui a été perdu pour le pays avec leur disparition. Qu'auraient pu devenir ces hommes, femmes et enfants ? Qu'auraient-ils pu changer ?

À Dakar, la journaliste Njéme Pay se rend dans le village d'origine de Kinne Gaajo pour écrire la biographie de sa « plus-que-sœur », victime du naufrage. Son récit, ainsi que le livre qu'elle écrit, se découvre dans un enchaînement de contes et de récits, dont l'écrivain sénégalais a le secret. Puis, la défunte prend la parole dans une deuxième partie.

Ni hommage ni biographie, Diop signe un texte aux nombreuses métamorphoses, afin de saisir une présence. Qui était Kinne Gaajo, avec ses cigarettes et ses nuits blanches, sa voix rauque et son compagnon aussi « cinglé » qu'elle ? Une prostituée ? Une défenseuse de la langue wolof ? Tout cela, mais peut-être incarnait-elle d'abord le pays, sa langue et son histoire mêmes, qu'elle a tenté de transmettre.

Tandis que l'opprobre guette, médias et politiques poursuivent leur comédie. Reliant le destin de son héroïne à celui du *Joola*, ainsi qu'aux faits et figures oubliés de l'histoire du Sénégal, *Un tombeau pour Kinne Gaajo* rend la menace d'une amnésie collective aussi effrayante que réelle. ■ GL. M.

UN TOMBEAU POUR KINNE GAAJO
(Bâmmeeleu Kocc Barma),
de Boubacar Boris Diop,
traduit du wolof par l'auteur,
éd. Philippe Rey, 346 p., 23 €,
numérique 17 €.

Signalons, du même auteur, chez le même éditeur, collection « Fugues », la parution en poche de *Kaveena*, 300 p., 11,90 € ; du Cavalier et son ombre, 240 p., 11,90 € ; des Petits de la guenon, 442 p., 11,90 €.

Violences

C'est en tant que journaliste qu'il accepte de participer en 1998 à la résidence « Rwanda : écrire par devoir de mémoire ». Dans sa nouvelle postface à *Murambi, le livre des ossements* (Zulma, 2011), Boubacar Boris Diop raconte comment il se rend alors compte qu'il n'a rien compris au génocide des Tutsi du Rwanda par les Hutu. « Je pensais qu'ils s'étaient entretués. » La faute aux médias, suppose-t-il, en se rappelant un proverbe de Njaajaann Njaay : « Si tu empruntes à quelqu'un ses yeux, ne t'étonne pas, l'ami, d'être obligé, quoi que tu fasses, de ne voir que ce que lui-même voit. »

Au mémorial du génocide érigé à Murambi, dans le sud du Rwanda, Boubacar Boris Diop voit de ses propres yeux les cadavres momifiés exhumés des fosses communes. La violence et l'aliénation deviennent des sujets entêtants de sa fiction – telle la guerre civile entre Twis et Mwas dépeinte dans *Le Cavalier et son ombre* (Stock, 1997 ; rééd. Philippe Rey, 2009) – comme de ses essais (notamment *La Gloire des impos-teurs. Lettres sur le Mali et l'Afrique*, avec Aminata Dramane Traoré, éd. Philippe Rey, 2014).

C'est au Rwanda que l'auteur décide d'écrire dans sa langue maternelle. L'envie était déjà là, nourrie par la lecture de l'historien sénégalais Cheikh Anta Diop (1923-1986) et visible dans *Le Cavalier et son ombre*. L'héroïne, Khadidja, est payée pour raconter des fables à un riche client dont elle ne peut voir le visage. Elle incarne la figure de l'écrivain africain : elle parle sans savoir si on l'écoute, quand lui écrit sans qu'on le lise dans son pays.

A Murambi, Diop estime que le français « a eu son poids de sang terrible au Rwanda », la France s'étant compromise avec le régime génocidaire hutu. « J'en suis sorti meurtri, se souvient-il. Ce dégoût que j'ai éprouvé pour une langue qui s'est avérée meurtrière au Rwanda m'a donné le courage d'essayer d'écrire en wolof. Et j'ai réalisé qu'en fait c'est par là que j'aurais dû commencer, à 15 ans. »

Amnésie

« La chose essentielle, c'est savoir se souvenir. M'entends-tu, Njéeme ? Savoir se souvenir. Notre peuple le dit d'ailleurs de manière très imagée. Quand la mémoire va ramasser du bois mort, elle rapporte le fagot qui lui plaît », dit Kinne Gaaajo. L'œuvre de Boubacar Boris Diop est hantée par la crainte de l'amnésie collective. Une crainte qui s'exprime par la forme même de ses romans – des contes de vivants consacrés à des disparus ; des paroles de disparus ressuscités par les vivants. Dans *Le Cavalier et son ombre*, Khadidja pense que l'histoire du Sénégal telle qu'elle est racontée aujourd'hui n'est qu'un tissu de mensonges.

Mythes et figures oubliés revivent dans les fictions de Diop : le philosophe Kocc Barma Fall (XVI^e-XVII^e siècle) et Siidiya Lewon Joob (XIX^e siècle), un prince du Waalo, comme le sacrifice des femmes du village Nder qui, en 1819, s'immolèrent par le feu pour éviter l'esclavage. Dans *Les Petits de la guenon*, les carnets laissés par un vieil homme à son petit-fils initient le jeune exilé à l'héritage des anciens royaumes du Waalo et du Cayor (nord-ouest du Sénégal actuel).

Les auteurs classiques wolof (Sërin Musaa Ka, 1890-1965 ; Sërin Mbay Jaxate, 1874-1954) constituent le socle des romans de Diop. « Je les ai beaucoup plus écoutés que lus puisque leur production, appelée "wolofal", est en caractères arabes, explique l'écrivain. Ces poèmes sont souvent repris par les diseurs professionnels, et des fragments en reviennent tout le temps dans la conversation quotidienne. » En les inscrivant dans un roman, en wolof et en français, Boubacar Boris Diop les préserve un peu de l'oubli. ■

L'écrivain francophone
et wolophone est l'une
des grandes figures
littéraires du Sénégal.
Une stature acquise
grâce à une œuvre
tournée vers
le souvenir de l'histoire
et des êtres passés.
Ainsi d'« Un tombeau
pour Kinne Gaajo »,
grand roman du
nauffrage du « Joola »,
en 2002 – près de
2 000 victimes



4-5 avril 2014

BOUBACAR BORIS DIOP

Murambi, le livre des ossements

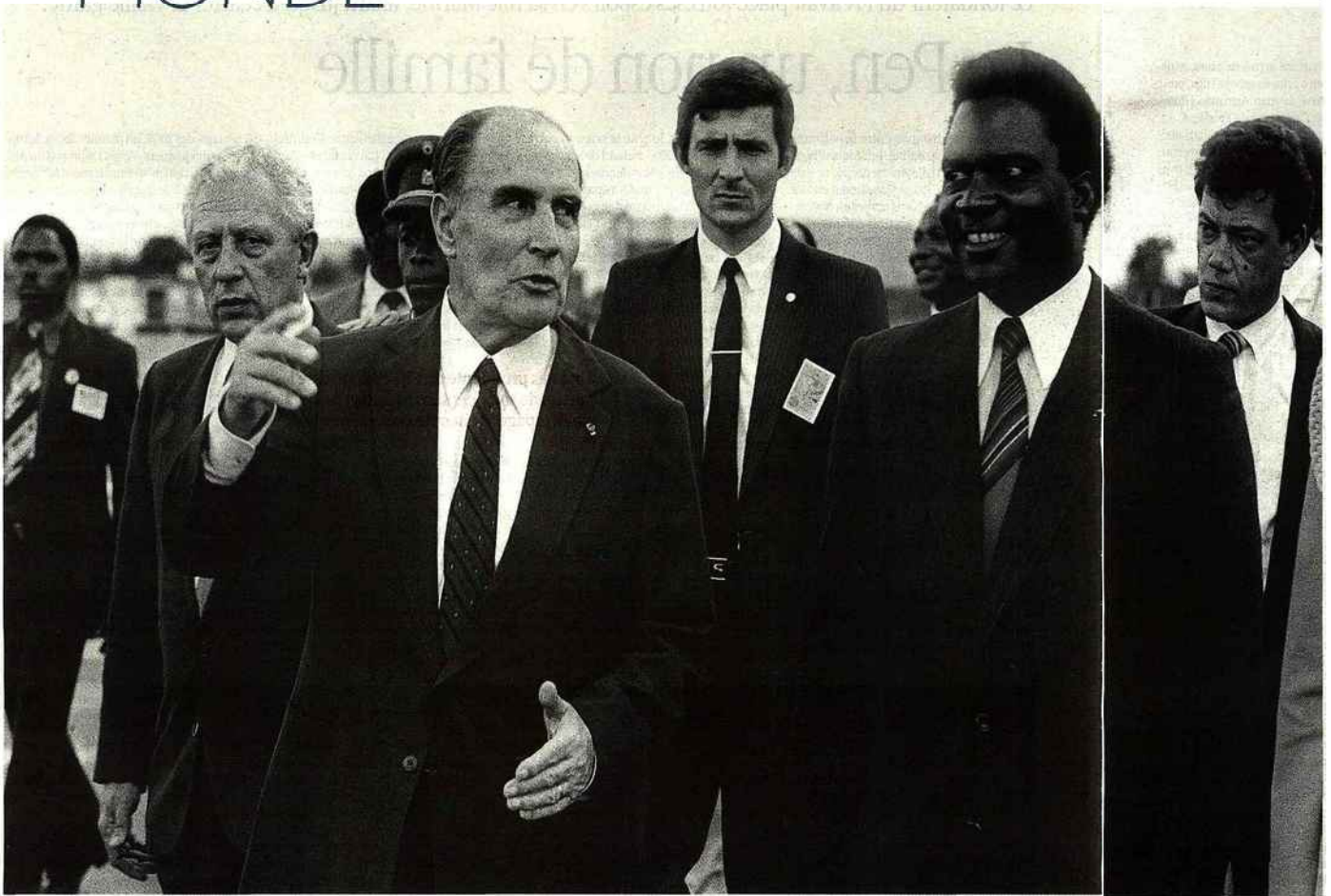
Zulma, 220 pp., 8,95 €.



Un roman enquête du grand écrivain sénégalais venu au Rwanda pour comprendre comment le génocide a été possible et qui le raconte au travers de personnages, comme Jessica la rescapée, Cornelius l'émigré tutsi qui revient au pays, ou Faustin membre des milices du pouvoir hutu. **M.S.**



MONDE



Le président François Mitterrand et le président rwandais Juvénal Habyarimana, à Kigali, le 10 décembre 1984. L'assassinat de ce dernier, le 6 avril 1994, entraînera le génocide tutsi. PHOTO GEORGES

GOBET AFP

Rwanda: Paris ouvre les archives du génocide

L'Elysée a annoncé mardi soir la déclassification de documents datant de 1990 à 1995 sur le rôle de la France dans la tragédie.



Par **MARIA MALAGARDIS**

« **C**e qui est arrivé au Rwanda est, que cela plaise ou non, un moment de l'histoire de France au XX^e siècle », souli-

DÉCRYPTAGE

gnait l'écrivain sénégalais Bouba-car Boris Diop dans *Murambi, le livre des ossements*, l'un des romans les plus poignants jamais écrits sur le génocide des Tutsis du Rwanda, en 1994. Trois mois de massacres et près d'un million de victimes : le dernier génocide du XX^e siècle n'est pas seulement une tragédie lointaine, un drame entre Africains.

Car dès le début des années 90 et la montée des périls, la France fut le meilleur allié du régime qui va conduire au génocide. Jusqu'à quel point Paris s'est-il englué dans le « mauvais camp » ? Les fantômes finissent toujours par sortir du placard. Reste à savoir lesquels sortiront des cartons d'archives dont l'Elysée a annoncé mardi la déclassification. Une démarche qui devrait être suivie par celle des archives du Quai d'Orsay et du ministère de la Défense. Dans l'immédiat, cette annonce surprise pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses

LA FRANCE A-T-ELLE ENCORE QUELQUE CHOSE À CACHER SUR SON RÔLE AVANT ET PENDANT LE GÉNOCIDE

AU RWANDA ?

Petite anecdote significative : il y a quelques semaines, lorsque l'Ecpad, l'agence d'images du ministère de la Défense, décide de diffuser des images sur les interventions militaires au Rwanda pendant les années 90 pour un colloque anodin, la Direction du renseignement militaire (DRM) exige de visionner en priorité les images diffusées. Uniquement celles sur le Rwanda. Preuve que plus de vingt ans après, le sujet reste sensible. Depuis 1994, nombreux sont les journalistes et historiens qui se sont efforcés de retracer la genèse des liaisons dangereuses entre Paris et le régime du président Juvénal Habyarimana. Lequel va progressivement s'engager dans une logique d'extermination de la minorité tutsie. L'implication française, militairement et politiquement, aux côtés d'un régime raciste est désormais un secret de Polichinelle. De nombreux ouvrages de référence publiés au lendemain du génocide en font état, et dès 1994, une journaliste belge, Colette Braeckman, accuse la France d'être impliquée dans l'assassinat du président rwandais (« sacrifié » car vraisemblablement jugé trop « tiède » par les extrémistes de son camp). Or, c'est cet attentat qui donne le signal du début des tueries.

REPÈRES



Le 6 avril 1994, l'avion du président rwandais Habyarimana, un Hutu soutenu par la France, est abattu à Kigali et le chef de l'Etat tué. Dès le lendemain, les massacres de Tutsis commencent. Ils dureront jusqu'en juillet, lorsque le Front patriotique rwandais s'empare de Kigali.

800 000

tel est, selon l'ONU, le nombre de Tutsis et de Hutus modérés tués en trois mois au Rwanda.

«Peut-être cela va-t-il finalement rendre accessible ce qui se passait alors et éclaircir les nombreux points noirs ou gris laissés en suspens. On espère [...] que la déclassification sera totale.»

Johnston Busingye
ministre rwandais
de la Justice



QUE PEUVENT RÉVÉLER CES ARCHIVES ?

Reste qu'il n'est pas certain que la déclassification des archives de l'Elysée permette de découvrir «le document miracle qui va révéler du neuf», selon les termes de l'historien Jean-Pierre Chrétien. «Un historien est toujours content d'avoir accès à des archives. Donc c'est une bonne nouvelle ! Mais il faut se méfier des fausses narvetés, explique-t-il. Comme si on faisait semblant de se poser encore la question de l'implication française, alors que depuis la mission parlementaire de 1998, il a été reconnu officiellement que la France a au minimum fait preuve d'aveuglement.» «On veut nous faire croire qu'il y a encore un mystère alors que tout le monde sait que la France était du côté des génocidaires», renchérit le journaliste Jean-François Dupaquier, auteur de l'un des meilleurs ouvrages sur la désinformation et l'implication française dans cette tragédie (1). Cet enquêteur chevronné aimerait, lui, savoir à quel moment la France glisse réellement vers «le consentement à un possible génocide et accepte l'hypothèse de l'inéluctable». Jean-Pierre Chrétien, lui, s'intéresse plus particulièrement au premier mois du génocide, lorsque la France continue à nier le caractère génocidaire des massacres (à sa décharge, elle n'est pas la seule) et rencontre même les représentants d'un gouvernement génocidaire (Paris est bien la seule capitale à avoir accepté de les recevoir). «Pour ma part, je croirai à la validité de ces archives si on y retrouve le compte rendu de la réunion à l'Elysée du 30 juin 1994. Lorsqu'on m'a donné l'ordre d'aller porter secours à l'armée génocidaire. Avant que cet ordre soit démenti dans la nuit», estime pour sa part Guillaume Ancel, un ancien officier envoyé au Rwanda pendant l'opération Turquoise et qui a fini par dénoncer cette opération en principe «humanitaire» mais qui semblait, au départ, vouloir surtout sauver un régime génocidaire aux abois. Parmi les anciens militaires, il est bien l'un des rares à avoir osé briser l'omertà sur le rôle trouble de la France au Rwanda.

QUI A INTÉRÊT À NE PAS FAIRE RESURGIR CE PASSÉ ?

L'annonce de la déclassification a surpris beaucoup d'historiens et de spécialistes, même parmi ceux qui militaient pour rendre les archives enfin accessibles. Du côté de l'Elysée, on fait valoir que la décision a été prise il y a un an par le président de la République «dans un souci de transparence et de

travail de mémoire». «Mais cette déclassification s'est-elle faite sans filtre ? Elle ne concerne qu'une centaine de pièces», minimise Jean-François Dupaquier, pour lequel il s'agit avant tout d'un «coup politique». Reste que le sujet est tellement sensible en France qu'il ne manquera pas d'y avoir des mécontents, lesquels se trouvent aussi au Parti socialiste, qui était au pouvoir en 1994. Mais le spectre de ceux qui refusent toute implication française est bien plus large. «Depuis vingt ans, on assiste à un tir de barrage inouï rassemblant des gens très différents, mais tous soudés par une même idéologie souverainiste, qui prétendent défendre l'honneur de la France», rappelle Jean-Pierre Chrétien, qui s'étonne que même la Fondation Jean-Jaurès se contente des analyses d'un historien spécialiste de l'Angleterre du XIX^e siècle pour ses notes sur le Rwanda, dont les thèses sont souvent proches des anciens militaires de l'opération Turquoise, porte-drapeau du combat pour défendre «l'honneur bafoué de la France».

QUE CHERCHAIT LA FRANCE AU RWANDA ?

Les archives ne répondront peut-être pas à cette question. Mais c'est finalement celle sur laquelle repose in fine la crédibilité d'une implication française. Car qu'allait donc faire la France dans ce bourbier ? Le Rwanda, petit pays pauvre et agricole, n'avait aucune ressource géostratégique. C'est a priori tellement incompréhensible que toute compromission française paraît du coup absurde. «On a avancé plusieurs arguments depuis 1994. Il y a le calcul un peu glauque qui consisterait à y voir un refus de céder du terrain aux Anglo-Saxons en Afrique, puisque les rebelles tutsis qui, depuis 1990, s'opposaient à Habyarimana avaient souvent été élevés en exil dans les pays anglophones de la région. D'autres y ont vu l'influence prépondérante de militaires un peu belliqueux et comme toujours très présents sur les terrains africains», explique Jean-Pierre Chrétien, soulignant : «Mais, au fond, il s'agit surtout d'un mépris de l'Afrique. C'est la fameuse phrase de Mitterrand : "Un génocide dans ces pays-là n'a pas la même importance." On a refusé de voir jusqu'au bout qu'en Afrique, il n'y avait pas que des histoires de tribus mais de vrais extrémistes capables non seulement d'élaborer une politique d'extermination «à l'occidentale», mais aussi de convaincre leurs partenaires, en l'occurrence la France, que cette solution finale était inéluctable.» ◆

(1) «Politiques, militaires et mercenaires français au Rwanda», de Jean-François Dupaquier, Karthala, 2014.

Jeudi 27 mars 2014

SÉLECTION

« Un miracle »

Avec ce livre, Boubacar Boris Diop a réalisé un véritable travail de mémoire. Toni Morrison l'a loué : *« Ce roman est un miracle. Il confirme ma certitude qu'après un génocide seul l'art peut essayer de redonner du sens. Avec Murambi, Boubacar Boris nous offre un roman puissant, terrible et beau. »* Le travail de l'écrivain n'est pas sans rappeler celui de Jean Hatzfeld, surtout dans la première partie, où les chapitres portent le nom des témoins : Michel Serumundo, Faustin Gasana (membre d'Interahamwe, milice hutue), Jessica. Idem dans la troisième partie, simplement intitulée « Génocide », où l'on retrouve d'autres témoignages. Parfois, ces hommes et ces femmes se sont croisés. Certains ont cherché à oublier, puis sont revenus des années plus tard. Dès la première page, l'écriture de Boubacar Boris Diop emporte le lecteur au cœur du génocide. La lecture fait froid dans le dos mais elle est fondamentalement instructive.

MURAMBI, LE LIVRE DES OSSEMENTS

De Boubacar Boris Diop
(Zulma, 272 p., 18,30 €)



Sans préjugés, chronique d'Audrey Pulvar, le 7 mars 2011

***Murambi, le livre des ossements*, de Boubacar Boris Diop**

En ces temps où la diplomatie française est tellement mise à mal et où sa politique étrangère est mise en cause, en tout cas jusqu'à l'arrivée d'Alain Juppé-le-meilleur-d'entre-nous à la tête du Quai d'Orsay, je vous propose une lecture ou une relecture de *Murambi, le livre des ossements*, réédité aux éditions Zulma, qui fêtent leur 20 ans.

Un roman de l'écrivain sénégalais Boubacar Boris Diop, écrit à l'issue d'une « expérience » hors du commun, un séjour au Rwanda, quatre ans après le génocide, en compagnie de plusieurs autres écrivains africains, avec pour objectif de rendre compte, chacun à leur façon, de ce qu'ils avaient vu. Et cela donne ce roman tellement réel, écrit grâce à des témoignages de victimes, des visites de lieux de mémoires, des rencontres effrayantes. Un roman qui nous raconte les atrocités d'un régime génocidaire, qui en cent jours, extermina entre 800 000 et un million de personnes. Le récit de cette abomination nous rappelle les effroyables témoignages recueillis par le journaliste et écrivain Jean Hatzfeld, comme le travail très précis du journaliste Patrick de Saint-Exupéry.

Trois mois, entre avril et juillet 1994, pendant lesquels, chaque jour, méthodiquement, systématiquement, 10 000 personnes, hommes femmes et enfants, ont été massacrées sans que la communauté internationale ne s'en émeuve réellement. La France ? On pourrait dire que tout se résume dans les propos tenus par François Mitterrand : « Dans ces pays-là, dit le Président socialiste, un génocide ce n'est pas trop important ». On était alors en période de cohabitation. Edouard Balladur était le Premier ministre. A la Défense, François Léotard, et au Quai d'Orsay, Alain Juppé.

– La France, dont Boubacar Boris Diop dénonce le rôle. Il l'accuse d'avoir apporté une aide technique, logistique et politique aux génocidaires hutus.

L'écrivain a ajouté une postface datée du mois dernier, à la réédition de ce livre. Il y met en cause, comme il le faisait déjà par la voix des personnages de ce roman, le rôle sinon complice, du moins coupable de la France. Coupable d'avoir eu en main tous les éléments annonçant ce génocide et de l'avoir laissé s'installer, coupable d'avoir soutenu le gouvernement génocidaire, d'avoir permis voire aidé des criminels de guerre à fuir, quand le Front Patriotique du Rwanda, défendant les Tutsis, reprenait l'avantage dans le pays. Boubacar Boris Diop n'est, bien sûr, pas le seul à fustiger le rôle de la France et de l'opération Turquoise, par laquelle 2 500 de nos soldats partirent à la fin du génocide, vers le Rwanda, avec pour mission officielle d'en protéger les victimes... des plaintes pour complicité de crime contre l'humanité ont été déposées et puis on le sait les relations diplomatiques entre Paris et Kigali ont longtemps été interrompues.

Il n'est pas jusqu'au Président rwandais Paul Kagame, lui aussi très contesté, qui n'accuse Paris d'avoir « participé au génocide ».

Une image restera en tous cas : celle de soldats français installant, en toute connaissance de cause, un terrain de volley ball au-dessus de charniers contenant des milliers de corps. Un panneau en témoigne encore, à Murambi, où 40 000 personnes ont été tuées.

Boubaca Boris Diop est également très sévère avec les intellectuels africains en général, qu'il accuse de ne ni regarder en face, ni décrire avec sincérité, l'étendue de ce génocide... il dénonce leur amnésie, plus volontaire qu'on ne le croit.

© Audrey Pulvar

Référence bibliographique :

Murambi, le livre des ossements
de Boubacar Boris DIOP
Réédité aux éditions Zulma
Paru le 3 mars 2011

Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi

Semaine du 30 mars 2011

Une machette dans la mémoire

Murambi, le livre des ossements

de Boubacar Boris Diop
(Zulma)

UN jour de l'été 1998, Cornelius rentre chez lui, au Rwanda. Et tout le monde est mort. Pendant qu'il étudiait, à Djibouti, les Hutus ont massacré les Tutsis : 10 000 morts par jour, à la machette, trois mois durant, entre avril et juin 1994. Cornelius rencontre des amis d'enfance, survivants. Des portraits d'acteurs et de victimes de l'holocauste se succèdent. Le petit chef ambitieux, concentré sur son « travail ». La jeune résistante au double jeu. Le miraculé, enseveli sous les cadavres, noyé par leur sang qui pénètre ses yeux et sa bouche. Le colonel français chargé de faire évacuer les Hutus vers le Zaïre (l'historique opération « Turquoise »). Et qui se justifie : « *Pas un Français n'a versé de sang rwandais.* » Son interlocuteur et obligé, un chef génocidaire, répond : « *Et moi, colonel, croyez-vous que j'aie déjà tenu une machette ?* »

Arrivant à Murambi, sa ville natale, un Oradour de 50 000 victimes, Cornelius n'est pas encore au bout de sa nuit. Familier à la fois

des martyrs et des bourreaux, il est celui qui voit sans comprendre, l'Européen qui doit se défaire des caricatures (est-ce que les Africains diraient de la Shoah qu'il s'agissait de « *simples tueries interethniques entre Sémites et Aryens* » ?). Il est aussi l'intime du désastre, qui a grandi dans la haine tribale fabriquée par les colons et missionnaires allemands, belges, français. Entre deuil, haine et culpabilité, à travers la révélation, par une amie, de l'inavouable, son retour au Rwanda le force à faire sienne une part de la barbarie.

Pourquoi moi, l'écrivain, le journaliste, se demande – dans une postface à ce livre, sorti il y a onze ans, aujourd'hui réédité – le romancier sénégalais Boubacar Boris Diop, n'ai-je pas, à l'époque, « *été capable de voir un seul de ces centaines de milliers de corps* » et ai-je adhéré aux clichés ethniques d'une Afrique cannibale ? Sans doute, conclut-il, parce que, comme le dit un proverbe wolof, « *si tu empruntes à quelqu'un ses yeux, ne t'étonne pas de ne voir que ce que lui-même voit* ».

Jean-François Julliard

● 268 p., 18 €.

Jeudi 6 mars 2014

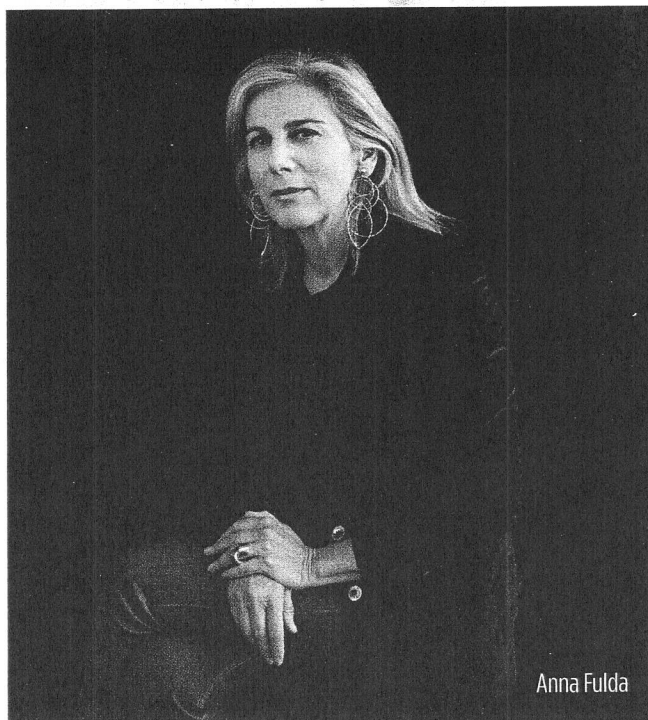
Rwanda, année zéro



Poche. En 1998, quatre ans après la tragédie rwandaise, l'écrivain sénégalais Boubacar Boris Diop passe deux mois à Kigali. Il enquête, écoute des rescapés, encore sidérés, des tueurs de l'Interahamwe, et il raconte, réaliste, sans trémolos dans la plume, ce qu'il a entendu: les crimes commis par les pères et expiés par les fils, la solitude abyssale des êtres livrés à eux-mêmes, plus effroyable encore que la sauvagerie alentour, «*les morts qui rêvent d'une résurrection pour les vivants*» et le mal, qui dispose d'une force de frappe toujours plus puissante que celle du bien: «*Les*

tueurs ont tellement plus d'énergie que les braves gens.» S'il ne parvient pas à poser une pensée sur l'impensable, le sublime roman de Diop en expose les mécanismes. Car il ne suffit pas de compatir, pense-t-il, il faut connaître, à défaut de comprendre, les enjeux d'une catastrophe «*aux dimensions cosmiques*». Diop rappelle avec force que «*le Rwanda n'est pas, non plus, un point de détail de l'Histoire*», qu'il ne s'agit pas d'un «*truc africain*» de plus, pas plus que d'un «*double génocide*», mais bien du génocide des Tutsis au Rwanda, impossible à se figurer, impossible à oublier ■ **MARINE DE TILLY**

«*Murambi, le livre des ossements*», de Boubacar Boris Diop (Zulma, 220 p., 8,95 €).



Anna Fulda

> Recueil

Sacrée galerie de monstres !

On se souvient du surnom décoché par Mauriac à Sagan dans les colonnes du *Figaro* : « charmant petit monstre ». Est-ce en clin d'œil à celle qui conduisait sa Jaguar pieds nus qu'Anne Fulda, fine plume du même journal, a intitulé son recueil de portraits *Mes très chers monstres* ? Car on sent qu'elle les chérit, ses monstres ! Mais pas au point de ne pas les partager avec nous, et on la remercie ! En latin, le monstre est celui que l'on montre, nous aurait dit feu Alain Rey, autre monstre. Parce qu'il fait peur ? Pas forcément. Une panthère fait-elle peur ? Le monstre, c'est ce qui échappe à la norme, qui l'éclipse en beauté, en cruauté, en talent. Des panthères, il y en a plein, chez Anne Fulda. Delon, par exemple, plutôt guépard, d'ailleurs, tendre et rugueux, capable de lui sortir, après lui avoir parlé de son père : « *Il n'est pas facile d'être le fils d'Alain Delon, mais être son père n'est pas évident non plus.* » Depardieu, céleste et infernal, décrivant Barbara, tout pantelant d'émotion, comme, simplement, « *celle qui tendait les bras* ». Lagerfeld, dont Anne Fulda rend merveilleusement le regard désarmant derrière les lunettes noires. Mais aussi Bardot, Kersauson, Schwarzenegger, Rampling, Giesbert, Giscard, ou Macron, cette énigme. Sacrée galerie, pleine de bons mots, d'enseignements. Qu'est-ce qui fait un portrait réussi ? L'empathie et la pointe sèche, la complicité pas dupe, le style, jamais loin du stylet. Un alliage très humain qui, par-delà les postures, les visages de façade, parvient à percer chez l'autre ce que Zweig appelait « *le ferment qui met nos âmes en effervescence* ». Bien joué ■ CHRISTOPHE ONO-DIT-BIOT

Anne Fulda, *Mes très chers monstres*, L'Observatoire, 368 p., 22 €.

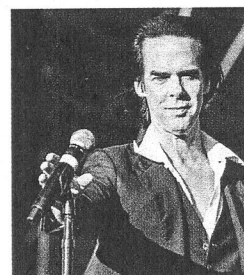
non novembre
2020
n° 2517

Nick Cave, seul en scène

Voilà un concert auquel on est content de pouvoir (quand même) assister. Filmée et enregistrée l'été dernier par Robbie Ryan (directeur de la photographie de *La Favorite* et *Marriage Story*), la performance de Nick Cave (*photo*) dans le sublime hall vide de l'Alexandra Palace, la salle de spectacle victorienne du nord de Londres, est tout simplement éblouissante. Ses cheveux de jais gominés, le chanteur australien lit un conte sur le King Elvis (sa chanson « *Spinning Song* »), puis s'installe devant un piano Fazioli noir brillant. Seul dans ce lieu habituellement occupé par 11 000 âmes, il interprète de sa voix de baryton 22 morceaux puisés dans le répertoire de ses quarante-sept ans de carrière : quelques classiques

comme « *The Mercy Seat* », « *Into My Arms* », ainsi qu'une nouvelle chanson, « *Euthanasia* », le tout composant un film, et un nouveau disque. Il chante l'amour, la mort, la religion... L'image est belle, cinématographique, et impossible de ne pas verser une petite larme dans ce clair-obscur doré où Nick Cave brille ■ ANNE-SOPHIE JAHN

Idiot Prayer (sortie le 20 novembre chez Trafalgar Releasing). En concert à l'AccorHotels Arena le 28 avril 2021.



Le livre de poche

Dur mais superbe

Murambi, le livre des ossements, de Boubacar Boris Diop
(Zulma, 224 p., 8,95 €)

Peut-être que les tragédies africaines ne sont pas les répliques d'un même tremblement de terre qui n'en finirait pas de secouer l'Afrique, immuablement, depuis la nuit des temps. En 1998, quatre ans après la tragédie rwandaise, l'écrivain sénégalais Boubacar Boris Diop passe deux mois à Kigali. Il enquête, écoute des rescapés et des tueurs de la milice Interahamwe, et il raconte : les crimes commis par les pères et expiés par les fils, la solitude abyssale des êtres livrés à eux-mêmes, « *les morts qui rêvent d'une résurrection pour les vivants* », et le mal, qui dispose d'une force de frappe toujours plus puissante que celle du bien – « *Les tueurs ont tellement plus d'énergie que les braves gens.* » Il ne suffit pas de compatir, il faut connaître les enjeux d'une catastrophe « *aux dimensions cosmiques* ». Diop rappelle avec force que « *le Rwanda n'est pas un point de détail dans l'Histoire* », qu'il ne s'agit pas d'un « *truc africain* » de plus, pas plus que d'un « *double génocide* », mais bien du génocide des Tutsis, impossible à se figurer, impossible à oublier ■ MARINE DE TILLY



Jeudi 28 avril 2011

LA CHRONIQUE



Dix-sept ans après le drame du Rwanda, le Sénégalais Boubacar Boris Diop ressuscite le génocide. Impensable.

Il paraît que le pardon est amer mais que ses fruits sont sucrés. C'est ce que répètent aujourd'hui les esprits raisonnables en Côte d'Ivoire. La haine dans un pays, c'est comme la rouille sur le fer; si on ne l'élimine pas, la catastrophe est assurée. En matière de guerres civiles, l'Afrique fait peur. Au Liberia, en Sierra Leone, au Congo, ail-

lisant qui, ne connaissant que les créatures dociles et corrompues maintenues par lui au pouvoir, a semblé trouver ces amputations de masse presque normales. Mais si nous, Français, avons la pudeur de ne pas en parler, Boubacar Boris Diop, lui, en a fait le thème de « Murambi, le livre des ossements », 250 pages qui racontent comment une machette géante plantée sur une montagne de cadavres se dresse entre les Hutus et leur avenir. C'est un chef-d'œuvre que, pour fêter

Kamanzi, l'agent de liaison de la guérilla tutsie à Kigali en plein génocide, au Dr Joseph Karekesi, qui a organisé le massacre de milliers de personnes à l'école technique de Murambi et sacrifié sa propre femme et leurs enfants. Des scènes d'apocalypse se survient dans des villes où s'abattent les criquets hutus affamés de meurtres. Les petits pigeons qui vivaient auprès de vous se transforment soudain en vautours et quand le narrateur principal, Cornelius, un intellectuel installé à Djibouti, revient dans son pays au bout de vingt ans, il n'ose demander de nouvelles de personne. Mais faites confiance à Diop, son personnage va quand même tout découvrir. Y compris le rôle de la France qui apparaît sous les traits d'un officier de l'opération « Turquoise » dont le rôle

était d'abord d'évacuer au Zaïre les ministres, les préfets et les officiers supérieurs génocidaires

qui fuyaient avec les réserves de la Banque centrale. Pourquoi donc les protégeons-nous ? Pour qu'il n'y ait surtout pas de procès et que ces assassins ne rejettent pas tout sur Paris qui fermait si bien les yeux depuis si longtemps.

Personne n'a survécu car ceux qui n'ont pas été tués meurent de douleur, à petit feu, pendant le reste de leur vie. La haine et le chagrin sont des bouchons de liège qui remontent toujours à la surface. Pourtant ce roman bouleversant n'est pas désespéré. S'il ne parle pas des crimes tutsis auxquels les Hutus auraient répondu comme les sans-culottes de 1792 présentant aux aristocrates la facture de leur morgue, c'est qu'on ne part pas vers l'avenir en marche arrière. On n'alimente pas le futur avec de vieilles peurs. On le bâtit sur la vérité. Qui est la même pour tous, Hutus et Tutsis, même si, jusqu'à présent, comme les deux yeux, ils sont inséparables, voient la même chose et ne se rencontrent jamais. ■

LES ÂMES MORTES

leurs, des horreurs sans nom semblent avoir immunisé le continent contre les atrocités. Comme si, là-bas, la raison, la charité, l'humanité avaient vidé les écriers. Et je ne parle pas du Rwanda où même 10000 personnes tuées par jour pendant cent jours ne furent pas de taille à troubler le sommeil de l'univers. Un fleuve de sang a noyé les Tutsis sous les yeux d'un Occident mé-

leur vingtième anniversaire, les éditions Zulma republient avec une postface de l'écrivain sénégalais.

Autrefois, Dieu trouvait le Rwanda si agréable qu'il ne passait jamais la nuit ailleurs. Il neigera en enfer avant qu'il y revienne. Et Diop explique pourquoi sans laisser personne sur le bord de l'histoire. Des dizaines de destins s'entrecroisent dans son récit. De Jessica

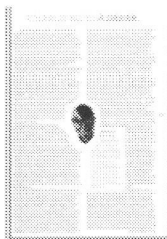
Juin 1994, à Bisesero, dans la montagne, un groupe de Tutsis terrorisés.



Murambi, le livre des ossements

De Boubacar Boris Diop
Ed. Zulma
272 pages, 18 euros.

extrait



CHARLIE BLUES À DAKAR...

SUR UNE RADIO PRIVEE, UNE DAME HURLE SA RAGE contre *Charlie Hebdo* puis éclate en sanglots ; ailleurs, des prières sont dites pour le repos de l'âme des terroristes et l'éternelle damnation des caricaturistes. Un imam appelle au boycott des produits français et des jeunes gens hilares font partir en fumée le drapeau tricolore. On a pu aussi lire sur certaines banderoles ces phrases-chocs : « Je ne suis pas Charlie. Je suis Kouachi. Je suis Coulibaly. » De telles scènes, observées au cours de manifestations dans plusieurs villes, montrent avec quelle force le Sénégal a ressenti l'onde de choc des événements de Paris. C'est pourquoi lorsqu'une grande marche est annoncée pour le 24 janvier, chacun y voit d'avance une sorte d'apothéose de ces jours de colère. Ses initiateurs bombent le torse : vous allez voir, assurent-ils, un million de croyants vont déferler dans les rues de la capitale, trop c'est trop. Mais au jour dit, ils étaient à peine un millier place de l'Obélisque... Cet échec cuisant peut être lu de diverses manières - on a notamment évoqué la CAN (Coupe d'Afrique des nations) de football - mais il ne dit rien sur la profondeur du ressentiment anti-Charlie. Le président Macky Sall, sous le feu roulant des critiques depuis sa participation au défilé du 11 janvier à Paris, est bien placé pour savoir que ce n'est pas un mouvement d'humeur passerager. Il n'en finit pas de justifier son voyage et de donner des gages de sa pitié, allant jusqu'à interdire *Charlie Hebdo* qu'en vérité personne n'a jamais vu à Dakar...

Ce qu'il faut surtout retenir c'est que les Sénégalais, convaincus d'être les meilleurs musulmans de la terre, ne semblent pas prêts à toutes les extrémités pour le prouver. Et ce refus de la surenchère est révélateur de la complexité de la question religieuse dans notre pays. Au Niger, par exemple, 10 personnes ont été tuées et 45 églises incendiées au cours des marches de protestation contre le « numéro des survivants ». Ici, on n'a redouté à aucun instant un tel scénario. À un journaliste canadien qui m'interrogeait sur d'éventuelles représailles contre les catholiques, j'ai répondu que si un seul d'entre eux était molesté, cela voudrait dire que le Sénégal est entré, pour le pire, dans une nouvelle ère. Comment expliquer cela ? En grande partie par le fait que l'islam, arrivé très tôt au Sénégal, autour de l'année 1040, ne s'y est généralisé qu'à la fin du XIX^e siècle. Il a donc pris tout son temps - huit siècles, ça n'est pas rien - pour tâter le terrain et négocier des espaces de pouvoir avec les élites du cru.

Les confréries religieuses sont l'expression de ce compromis historique. Souvent décriées à juste titre pour les excès de certains de leurs dignitaires, elles n'en ont pas moins favorisé une pratique religieuse intelligente et sereine tout en faisant contrepoids à l'autorité centrale. Très peu sectaires, elles ont soutenu le catholique Senghor, pendant vingt ans à la tête d'un pays musulman à 94 %, ce qui est peut-être unique dans l'histoire humaine. Et lorsqu'en décembre 2009 le président Wade s'est attaqué publiquement aux chrétiens, il y a eu une levée de boucliers contre lui, y compris de la part d'importants guides musulmans. On peut néanmoins se demander si le modèle islamique sénégalais n'est pas aujourd'hui en péril. La collusion de la

plupart des guides religieux avec des régimes impopulaires a fini par se retourner contre eux. Une brèche s'est ainsi ouverte et les nouvelles générations se sont mises à l'écoute de prédicateurs devenus des stars adulées du petit écran. Même si ces nouveaux maîtres à penser ne s'en prennent jamais aux confréries, il est clair qu'ils divergent d'elles sur des questions de fond. À force de confondre islam et arabité, ils creusent chaque jour plus profond le fossé entre les musulmans sénégalais et leurs racines. Ce n'est du reste pas un hasard si des spécialistes rappellent ces temps-ci que le projet de « réislamisation du Sénégal » - ou de « purification de l'islam sénégalais » - n'a jamais été réellement abandonné par certains milieux. Il s'agit de ceux que l'on dit financés par les monarchies du Golfe et pour qui cet islam soufi modéré, trop connecté depuis les origines à nos valeurs négro-africaines, souffre d'un déficit d'authenticité. Des voix réclament haut et fort le rétablissement de la peine de mort et quelques puritains ne supportent même plus d'entendre battre le tam-tam. En février 2013, une reine de beauté s'étant fait photographier dans une tenue trop moulante a dû présenter ses excuses à des imams constitués en « Comité de défense des valeurs morales ». Le même

groupe avait un mois plus tôt porté plainte pour « obscénité » contre une célèbre danseuse.

Ces épisodes de la vie publique restent toutefois marginaux. Personne n'en est à préconiser l'amputation des voleurs ou la lapidation des femmes adultères, mais on sent comme la tentation d'un salafisme mou, populaire et consensuel. Il est

malheureusement possible qu'on n'en reste pas là. Le jeu du « Je suis / Je ne suis pas Charlie » est propice aux raidissements les plus meurtriers et on ne voit pas pourquoi le Sénégal, et plus largement le Sahel déjà bien troublé, n'en ferait pas les frais. La crainte est d'autant plus fondée que, selon l'ex-ministre des Affaires étrangères Cheikh Tidiane Gadio, « en Libye, il y a un camp d'entraînement où la langue dominante est le wolof ».

Un autre vieux contentieux a refait surface à la faveur de l'affaire Charlie puisque des intellectuels, très minoritaires, ont mis en avant dans cette histoire la liberté d'expression. On peut toutefois les suspecter d'avoir surtout voulu tenir en respect ceux qu'ils appellent ironiquement les « enturbannés », prompts, il est vrai, à profiter de toute occasion pour enfoncer un coin dans l'édifice de la laïcité de l'État. Il est fascinant de voir à quel point un événement majeur survenant n'importe où peut de nos jours faire trembler les assises de sociétés lointaines. Et c'est bien cette intense connectivité qui rend les postures de *Charlie Hebdo* non seulement puériles mais dangereuses. ¶

Illustration Stéphane Trapier



**Boubacar
Boris Diop**

Écrivain et journaliste sénégalais engagé dans la vie politique de son pays, il est notamment l'auteur de Murambi, le livre des ossements, roman sur la tragédie du Rwanda, réédité chez Zulma en 2011. Les Éditions Philippe Rey ont récemment publié la correspondance sans concession qu'il a entretenue avec son alter ego malienne Aminata Traoré après l'opération Serval au Mali (La Gloire des imposteurs).

Vendredi 25 octobre 2013

RWANDA

Le génocide vingt ans après

Le génocide rwandais, qui a fait 800 000 victimes, en majorité tutsis, sous les machettes du gouvernement hutu, a eu lieu du 6 avril au 4 juillet 1994... un massacre que les éditeurs se préparent à commémorer en 2014. Cinq titres sont d'ores et déjà annoncés : *Rwanda 1994 : génocide et mass média* de Bruno Boudiguet, une analyse du traitement médiatique en France du génocide (Aviso, 26 novembre), et *Les enfants du Rwanda* d'Angelique Umugwaneza et Peder Fuglsang, le témoignage d'une jeune hutue réfugiée au Danemark en 2001, qui raconte la guerre et l'exil sur les routes d'Afrique centrale, les camps de réfugiés et la mort d'épuisement de sa mère et de ses frères (Gaïa, 5 février).

Côté fiction, Zulma publie *Murambi, le livre des ossements*, un roman de Boubacar Boris Diop qui met en scène deux amis d'enfance, Jessica, présente lors des massacres, et Cornelius Karekezi, qui découvre après quatre ans d'exil la culpabilité de son père (16 janvier). L'Aube propose le 7 janvier *Le garçon du Rwanda*, un roman de Bernard Dan, avec le génocide en toile de fond, et Honoré Champion livre le 2 janvier une analyse du roman de Tierno Monénembo, *L'aîné des orphelins* (paru en 2000 au Seuil et en 2005 en Points). Rappelons que Belin a publié *Rwanda, racisme et génocide : l'idéologie hamitique* de Jean-Pierre Chrétien (septembre) ; Tribord, *Rwanda, une histoire volée : dette et génocide* de Renaud Duterme (août) ; et L'Harmattan, *Rwanda : le pouvoir à tout prix, d'une dictature à l'autre* de Jean-Baptiste Nkuliyingoma (juillet).

C. C.

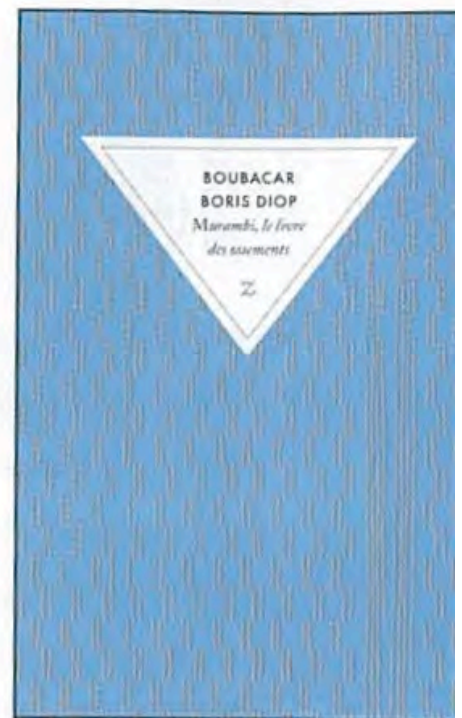
axelle

Février 2014

MURAMBI, LE LIVRE DES OSSEMENTS

"Ce roman est un miracle", en dit Toni Morrison. L'écrivaine américaine a raison : ce livre est vivant, issu des cendres du génocide rwandais, éclos du pire, de l'innommable au sens premier. Bientôt dix ans depuis la tragédie ; "Murambi, le livre des ossements", enquête où rescapés, disparus, échappés et bourreaux se croisent, exhale un parfum de terre meurtrie et d'urgence absolue. (S.P.)

Boubacar Boris Diop, Zulma 2014. 224 p., 8,95 eur.





AUTEUR DE *MURAMBI*, *LE LIVRE DES OSSEMENTS*, EXTRAORDINAIRE ROMAN PLURIEL SUR LE GÉNOCIDE DES TUTSIS, L'ÉCRIVAIN SÉNÉGALAIS BOUBACAR BORIS DIOP EST L'INVITÉ D'ASSISES INTERNATIONALES DU ROMAN PLUS QUE JAMAIS EN PRISE AVEC LE RÉEL. IL REVIENT POUR NOUS SUR CE LIVRE, ÉCRIT EN 2000 ET RÉÉDITÉ CETTE ANNÉE À L'OCCASION DU VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA TRAGÉDIE.

«La honte d'avoir détourné le regard»

— RENCONTRE —

TEXTES ET ENTRETIEN : STÉPHANE DUCHÊNE

Comment vous, écrivain Sénégalais, avez-vous été amené à travailler sur le Rwanda ?

Boubacar Boris Diop : C'est un couple d'amis, du Tchad et de Côte d'Ivoire, qui a demandé à une dizaine d'écrivains du continent africain de venir travailler à cette question dans le cadre d'une résidence, quatre ans après les faits. Ils ont considéré que ce qui s'était passé là-bas était évidemment très important et que les auteurs africains n'en avaient que peu parlé. Cela peut paraître assez étrange, mais je peux vous dire que vingt ans après, l'Afrique n'a pas encore vraiment compris le génocide des Tutsis. Alors imaginez ce que cela pouvait être en 1998, quand nous sommes allés au Rwanda pour faire ce travail. Il y avait autour de cela un très grand silence. Alors que cela a été quelque chose de colossal : 10 000 personnes ont été tuées chaque jour pendant trois mois. Pour nous, c'était une manière de dire que ce silence-là était irresponsable.

Quels ont été vos premiers sentiments et réactions en découvrant l'ampleur et la nature de ce qui s'était passé ?

Il y a eu évidemment un mélange de colère et de compassion, de culpabilité aussi. Sentiments que tout être humain éprouve face à ce genre de situation et à la question «*où est-ce que j'étais quand tout ceci se faisait ?*». Mais le sentiment vraiment prédominant pour moi, a été [il appuie ces deux mots] : la honte... [silence]. La honte d'être un intellectuel incapable de comprendre ce qui se passe. Parce c'était quand même très spectaculaire, c'était au grand jour, c'était des chiffres défiant l'entendement. Il y a eu tellement de morts [entre 800 000 et 1 million en trois mois, *NdlR*] que quatre ans après on pouvait encore sentir l'odeur des cadavres. Mais non, nous persistions à lire ces événements avec des grilles complètement périmées.

Lesquelles ?

La grille de lecture habituelle des massacres inter-ethniques tels qu'on pense les avoir toujours connus sur notre continent. Et qui traduit cette incapacité que nous avons à faire la différence entre ce qui se passe au Rwanda, en Côte d'Ivoire, au Congo, en Somalie... Tout est mis dans le même sac, car c'est tellement plus confortable de se dire : «*on a compris, ce sont des massacres inter-ethniques, on a l'habitude*». Mais ce n'est rien d'autre qu'une façon de détourner le regard. C'est cette honte d'avoir détourné le regard qui a été très forte. Pour moi, cette expérience a été une leçon d'histoire, en ce sens que depuis le Rwanda, je comprends mieux

ce qui se passe au Sénégal, en Centrafrique, au Nigeria. Nous devons comprendre que ce n'est jamais pareil d'un pays à l'autre. Nous avons trop longtemps fait, et nous faisons encore trop souvent, l'erreur de le croire.

Qu'est-ce qui, selon vous, explique qu'en Afrique-même on a toujours tendance à plaquer les mêmes causes sur ce type d'événements ?

L'aliénation consiste quasiment toujours à fabriquer le discours qui a servi à vous dominer. Les préjugés racistes des autres, nous nous les appliquons à nous-mêmes, c'est aussi simple que cela. On parle d'ailleurs d'auto-racisme. C'est cette idée selon laquelle «*nous sommes comme ça, que voulez-vous ?*». C'est à nous de faire des efforts pour changer, plutôt que d'incriminer les autres.

Dans la postface à l'édition 2014 de *Murambi*, vous citez le professeur Jean-Marie Kayishema, qui voit dans le déficit de représentation symbolique de la société rwandaise, notamment du fait de l'évangélisation éclair qu'elle a connue, une des causes du génocide. Est-ce que justement l'un des problèmes de l'Afrique ne réside pas dans le fait que la colonisation a plongé tous ces peuples dans une espèce de confusion identitaire absolue ?

Evidemment. L'un des grands romans de la question africaine est *Le Monde s'effondre* du Nigérian Chichua Achebe. Il décrit la rencontre entre l'Occident et l'Afrique, ce que Cheikh Hamidou Kane appela «*le premier matin de l'Occident en Afrique*». L'Occident arrive et c'est le commencement de toutes les déstructurations. Dans le cas du Rwanda, cela a été particulièrement violent, vif, parce que le premier européen à avoir mis le pied au Rwanda était un comte allemand nommé Götzen en 1892. Nous sommes donc pratiquement au début du XX^e siècle et, à ce moment, les Européens connaissent déjà très bien l'Afrique, ils ont établi leurs catégories, leurs stratégies. Cela a été fatal au Rwanda, qui est d'ailleurs le premier pays avec le Burundi où s'impose le monothéisme. Avec l'évangélisation, on enlève Imana [le Dieu unique ancestral des Rwandais et des Burundais, *NdlR*], on le remplace par le Dieu des chrétiens et du jour au lendemain tout ce qui est rwandais devient synonyme d'impiété, de paganisme. Dans d'autres pays, où le polythéisme reste présent, l'église catholique a été obligée de négocier avec les religions trouvées sur place. Ce qui fait qu'il y a de l'espace pour du syncré-

tisme : on peut être chrétien ou musulman et conserver d'autres croyances, une identité propre. Au Rwanda, ça a été impossible. Il faut savoir qu'en 1946, le Rwanda, en même temps que l'Espagne fasciste, a été consacré au Christ-Roi. En 1892, les Chrétiens arrivent et cinquante ans plus tard, le pays est consacré au Christ-Roi. Tout est allé trop vite, trop brutalement. Ce n'est pas étonnant que l'on ait autant tué dans les églises en 1994 [des milliers de Tutsis s'y réfugièrent, pensant qu'on les y épargnerait, *NdlR*].

Comment la forme du roman s'est-elle imposée pour l'écriture de *Murambi* ? On peut penser que, s'agissant d'un sujet pareil, c'est la chose la plus risquée qui soit...

Je m'étais proposé de ne pas écrire de roman, de faire un peu « chose vue, chose entendue ». Mais très vite, par rapport à toute l'histoire hallucinante que j'entendais, à cette situation incroyable où la mort était de sortie, j'ai compris que la seule façon de raconter, c'était le roman. S'est posée ensuite la question de « comment faire une bonne fiction avec "ça" ? ». J'ai beaucoup hésité. Si j'avais choisi de suivre la destinée d'un seul personnage, il aurait fallu que je trouve la force de raconter une histoire jusqu'au bout, dans une logique purement romanesque. En fin de compte, j'ai trouvé cette forme éclatée qui donne la parole à tous les protagonistes, mais aussi les sépare. Parce qu'autant un génocide est un désastre collectif, autant il est vécu par chacun dans la solitude de sa conscience, de ses peurs, etc. La forme du roman devenait donc justifiée, y compris quant au poids des événements, parce qu'on se trouve face à des personnes qui racontent leur histoire et qu'il faut la respecter scrupuleusement. Je pense avoir été beaucoup aidé en cela par le fait que je suis aussi fondamentalement journaliste [Boubacar Boris Diop a notamment été directeur du *Matin* de Dakar, *NdlR*]. Mais en fictionnalisant un peu, j'évitais justement de tomber dans le piège de l'Histoire ou du journalisme, pour que personne ne vienne me dire « ça c'est vrai » ou « ça c'est faux ». De ce point de vue, la fiction était aussi une commodité. Mais je voulais surtout

que le texte soit accessible, lisible, compréhensible, particulièrement par les jeunes générations d'Africains. **Quand vous dites "tous les protagonistes", vous ne faites aucune exception puisque vous donnez aussi la parole aux bourreaux...**

Il s'agissait quand même de témoigner, or témoigner veut dire donner la parole à tout le monde, sans exception. Je voulais permettre aux bourreaux non pas de se justifier, mais de répéter dans un roman ce qu'ils n'ont cessé de dire, par exemple, sur la tristement célèbre Radio des Mille-Collines. Il fallait aussi donner à entendre cela. Ce n'était pas du tout dans un souci d'objectivité ou d'équilibre. Les bourreaux n'avaient rien à dire que l'on pouvait entendre, mais il était nécessaire que cela soit écrit, pour que l'on sache comment on en est arrivé là. *Murambi* est un roman de témoignage mais aussi un roman de parti pris. Un roman qui dit qu'il y a des bourreaux, des victimes, et qu'il faut se ranger du côté de ces victimes. Ce parti pris n'est pas politique, c'est le parti pris des enfants, des vieillards, des femmes, de tous ceux qui ont été massacrés.

Vous écrivez que la mémoire d'un génocide est paradoxale, que plus le temps passe, moins on oublie ce qui s'est passé. Mais il faut aussi continuer à vivre... Aujourd'hui, vingt ans après, qu'est devenu ce pays et comment vit-il avec cette mémoire si lourde ?

J'y retourne régulièrement, j'y étais évidemment pour le vingtième anniversaire et il était très prégnant que ces événements appartiennent désormais à l'Histoire. Par rapport à 1998, c'est un changement de perspective radicale. Aujourd'hui, les auteurs rwandais, comme Scholastique Mukasonga, inscrivent le génocide dans un mouvement historique qui démarre en 1959 avec la "Toussaint Rwandaise", qui chasse du pays des milliers de Tutsis. Depuis cette date, les massacres et les exclusions n'ont pratiquement jamais cessé. Dès 1964, Bertrand Russell, prix Nobel de littérature, l'homme des tribunaux contre les crimes commis pendant la guerre du Vietnam, déclare que ce qui se passe au Rwanda est un génocide. Il est le premier à utiliser ce mot dès les années 60, et ça continue jusqu'en 1994 où les gens

sont tués par milliers chaque jour. Ce qui a changé aujourd'hui, c'est que depuis 1994, au Rwanda, plus personne n'a été éliminé en fonction de son appartenance à une ethnie. Et d'ailleurs le mot "ethnie" est très contestable pour les chercheurs en sciences sociales, puisque le dieu, la langue, les traditions sont communs. Quoi qu'on pense du régime de Kagame, depuis 1994, l'effort du vivre ensemble est devenu fondamental. On a supprimé les cartes d'identité ethniques établies par les Belges en 1939. On est Rwandais et non plus Hutu, Tutsi ou Twa. Bien sûr, les mots pèsent d'un poids bien léger par rapport à tout ce sang qui a été versé, mais l'effort est là. Tout cela a été construit pendant des décennies, la haine du Tutsi, défini comme un serpent, un cafard, jusqu'à l'apothéose de 1994. Aujourd'hui on en est sorti et on essaie de faire au mieux avec cet héritage, de faire un pari sur l'avenir et les nouvelles générations.

Est-ce que vous avez la sensation que ce livre a fait "œuvre utile" ?

Oui, en tout cas "œuvre de bien", pour le dire plus modestement. À l'époque, en 1998, il n'y avait pas encore eu tous ces livres, films, pièces de théâtre... Quelque part, avec les autres auteurs du projet "Rwanda : écrire par devoir de mémoire", nous avons ouvert la voie. L'intérêt pour le Rwanda se serait bien entendu manifesté tôt ou tard, sans nos textes, mais il se trouve qu'ils ont balisé le terrain.

Pour revenir à la mise en place et à la nécessité de ce travail, diriez-vous que lorsque vous êtes arrivés sur place, le Rwanda était dans un tel état de sidération qu'il était nécessaire que des écrivains venus de l'extérieur prennent en charge l'amorce d'un travail de mémoire et de compréhension ?

Sidération. C'est le mot. Les Rwandais étaient dans un état de sidération tel qu'écrire ou témoigner était au-dessus de leurs forces. Il fallait des personnes avec un minimum de distance – même si le mot est quasi inacceptable dans un cas pareil – pour en parler. Ce que nous avons livré, ce sont des textes urgents. Après cette période de sidération, il y a eu des témoignages. Et là, vingt ans après, on est dans la période de l'écriture romanesque par les écrivains rwandais. J'ai de toute façon toujours dit que les vrais grands romans sur le génocide des Tutsis du Rwanda seraient écrits par des Rwandais. Nous avons simplement été là pour présenter nos condoléances, ériger des stèles, participer au travail du deuil. C'est maintenant aux Rwandais de parler de leur pays sous la forme romanesque.

→ La littérature a-t-elle encore un rôle politique ?
Avec Boubacar Boris Diop, Martin Caparros, Christos Chrysopoulos et Patrick McGuinness
Aux Subsistances, samedi 24 mai

Murambi, le livre des ossements **Zulma**

REPÈRES

Rwanda : chronologie d'un génocide

1^{er} octobre 1990 : offensive des rebelles du FPR (tutsis et opposants hutus) depuis l'Ouganda contre Juvénal Habyarimana, en place depuis 1973. Début de la guerre civile. Répression à l'encontre des Tutsis.

17 mars 1992 : création de la Coalition pour la Défense de la République et des milices interahamwe (ultra hutus).

14 juillet 1992 : à Arusha (Tanzanie), premiers accords de cessez-le-feu entre gouvernement et FPR, non respectés.

4 août 1993 : à Arusha, nouveaux accords de paix. Fin de la guerre civile.

6 avril 1994 : attentat contre l'avion ramenant les présidents du Rwanda et du Burundi, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira, qui s'écrase près de Kigali.

7 avril 1994 : début du génocide des Tutsis et des opposants hutus par les milices interahamwe et les Forces armées rwandaises.

4 juillet 1994 : le FPR s'empare de Kigali et de Butare. Début de l'exode massif vers Goma (Zaire) de Rwandais fuyant l'avancée des forces du FPR.

17 juillet 1994 : le FPR déclare la fin de la guerre.

« APPELER LES MONSTRES PAR LEUR NOM »

Au-delà du témoignage nécessaire pour ne pas oublier, le récit de BOUBACAR BORIS DIOP consacré au génocide rwandais, réédité par Zulma et accompagné d'une postface de l'auteur, interroge sur la notion même de génocide. Comment dire, quand « *même les mots n'en peuvent plus* » ?

Par **AMÉLIE MULLER**, Librairie Doucet, Le Mans

AU TERME DE SON VOYAGE AU RWANDA quatre ans après le génocide, le romancier sénégalais Boubacar Boris Diop livrait un récit où plusieurs voix se succédaient pour dire l'horreur des massacres. Réédité dix ans plus tard par les éditions Zulma, il constitue toujours une pierre essentielle à l'élévation de l'édifice du devoir de mémoire. Pour dire les images qu'il a vues là-bas, il prête sa voix à Cornelius, un exilé qui revient dans son village de Murambi, lieu symbolique du massacre de 1994. Il y apprendra le pire, sa famille massacrée par son propre père, engagé dans la milice Hutu. Comme dans une enquête, Cornelius déroule l'horreur de l'histoire au fil de ses visites dans des lieux aux symboles effrayants, ses rencontres avec des témoins, des survivants et des acteurs des massacres. Les voix se succèdent, implacables preuves de la réalité la plus abominable : celle du chef d'un groupe milicien qui détaille les « *préparatifs* » du massacre des Tutsi, en contrepoint de laquelle est restitué le témoignage d'une jeune Rwandaise qui, refusant d'attendre que les tueurs la découvrent, rejoint la rébellion et prend les armes. Il y a aussi, comme une respiration au milieu de ce flot étouffant, la religieuse hutu qui aide les Tutsi persécutés à passer la frontière du Zaïre. À travers ces paroles de survivants, Cornelius cherche des réponses. Comment tout cela est-il arrivé ? Pourquoi Hutu et Tutsi ne peuvent-ils vivre ensemble ? En toile de fond, Boubacar Boris Diop interroge également l'Occident. Qu'avons-nous fait, ou qu'aurions-nous dû faire ? On ne trouvera pas de réponse dans ce roman, car on ne peut expliquer un génocide. « *Un génocide n'est pas une histoire comme les autres, avec un début et une fin plus ou moins ordinaires* ». Mais on peut lire et lire encore la parole de ces témoins, car c'est la seule solution pour ne pas oublier et faire que jamais cette abomination ne se reproduise. La seule réponse que l'on trouvera dans ces lignes est sans appel : tout, mais surtout pas le silence. •



Boubacar Boris Diop
*Murambi, le livre
des ossements*
ZULMA, 272 p., 18 €

LU ET CONSEILLÉ PAR

L. Moretti-Gleyses

Lib. Les Racines du vent,
Chevreuse

D. Paschal

Lib. Prado Paradis, Marseille

M. Boisgontier

Lib. M'lire, Laval

C. Vidaller

Lib. Sauramps-Odyssée,
Montpellier

ALTERMONDES

JUIN 2011

LITTÉRATURE

« Nous n'avions pas pris la mesure de la tragédie »

Quatre ans après le génocide des Tutsis, le romancier sénégalais Boubacar Boris Diop écrivait *Murambi, le livre des ossements*. Ce roman oppose la vie à la mort, rend justice aux victimes et dénonce la politique africaine de la France au Rwanda. A l'occasion de la réédition de ce livre, rencontre avec un auteur engagé.

PROPOS RECUEILLIS PAR FATOU SALL | JOURNALISTE

Écrivain et journaliste sénégalais, vous écrivez en français et en wolof¹. Pourquoi avoir choisi d'écrire aussi en langue locale ?

Boubacar Boris Diop : L'Afrique est le seul continent où les écrivains trouvent normal d'écrire dans une langue que les populations ne comprennent pas. C'est tout de même absurde ! Je pense que c'est de mon devoir, en tant qu'écrivain, d'apporter ma contribution pour que les choses changent. Le problème est que personne n'en parle car nous sommes culturellement aliénés. Seul compte ce qui vient de l'extérieur ou de notre ancien colonisateur. Il faut tout de même savoir qu'il existe beaucoup d'auteurs africains qui écrivent en Dioula, en Pular ou en Sérère².

Dans quel contexte avez-vous écrit *Murambi, le livre des ossements*, qui vient d'être réédité ?

B.B.D. : En 1998, quatre ans après le génocide rwandais, l'écrivain tchadien Noccky Djedanoum m'a demandé de me rendre au Rwanda pour participer au projet « *Rwanda : écrire par devoir de mémoire* », soutenu par la Fondation de France et le gouvernement rwandais. Dix écrivains africains faisaient partie de l'aventure. Nous avons rencontré des survivants et des personnes qui avaient commis des crimes. Nous avons visité des sites où le génocide avait laissé ses traces. Cette immersion a duré deux mois et nous a permis d'approcher le génocide de près.

Pourquoi avez-vous accepté de participer à cette aventure ?

B.B.D. : Quand le génocide a eu lieu, nous, les intellectuels africains, nous

n'avions pas pris la mesure de la tragédie. C'était donc pour moi une façon de présenter mes condoléances à un peuple martyrisé. Les écrivains ne parlent pas assez de ce qui se passe en Afrique. Pour une fois, nous avons eu la possibilité de nous rendre sur place, de recueillir des faits pour comprendre ce qui s'était passé. Je n'ai donc pas hésité.

La dimension politique de l'ouvrage est indéniable. Les témoignages ne pouvaient pas, selon vous, suffire ?

B.B.D. : Je voulais aussi donner à lire les mécanismes de la tragédie. Après un génocide comme celui qu'ont vécu les Tutsis, le mot d'ordre universel est « *Plus jamais ça !* ». Mais ce mot d'ordre ne peut fonctionner que si on comprend les mécanismes à l'origine du génocide. Faire comprendre peut contribuer à éviter que la tragédie ne se répète. C'est pourquoi j'ai insisté sur l'aspect politique. A chaque fois qu'il se produit quelque chose sur le continent africain, les gens, de façon consciente ou pas, semblent croire qu'au fond, c'est normal.

Lorsque vous dites « les gens », de qui parlez-vous ?

B.B.D. : Je parle de l'opinion occidentale mais aussi des médias, qui présentent l'Afrique comme une terre de violence politique, de cruauté et de sauvagerie. Comme s'il n'y avait rien à expliquer. Montrer les liens qu'entretenait la France avec le Rwanda à ce moment-là est donc extrêmement important. La France avait des intérêts géostratégiques au Rwanda, tout comme elle a des intérêts en Afrique de l'Ouest que ce soit au Sénégal ou encore en Côte d'Ivoire. En 1994, en plein vingtième siècle,



on a tué 10 000 personnes par jour, pendant cent jours, sans interruption. C'est non seulement une honte pour les Africains mais aussi pour l'humanité.

Écrivez-vous encore sur la tragédie rwandaise ?

B.B.D. : Je prépare un nouveau roman qui paraîtra en septembre 2012. Je l'écris en prenant le point de vue d'un casque bleu d'origine sénégalaise qui officiait au Rwanda au moment du génocide. Cet homme a réellement existé et a été tué à 36 ans. Il a été décoré à titre posthume par la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, et par Paul Kagamé, le président rwandais.

Que peut-on vous souhaiter pour la suite ?

B.B.D. : Ce qui me rend le plus malheureux, c'est de voir combien les gens n'ont pas les yeux ouverts. Je souhaite au monde que les victimes ne soient plus complices à ce point de leur aliénation et de leur assujettissement. C'est devenu tellement facile de tromper les gens. Même les guerres secrètes se font au grand jour. On a l'impression que les hommes de bonne volonté sont désarmés ou impuissants.

A LIRE

Murambi, le livre des ossements, Boubacar Boris Diop, Ed. Zulma, 2011



1. Le wolof est la langue la plus parlée au Sénégal.

2. Le dioula est une langue parlée par 20 millions de personnes au Mali, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en Guinée, au Ghana. Le pular est parlé dans une vingtaine d'États d'Afrique occidentale et centrale et le sérère est une langue qui a des liens avec la langue peule et la langue wolof.

JEUNE AFRIQUE

5 Juin 2011

LITTÉRATURE

Boubacar Boris Diop

« La France se comporte dans ses anciennes colonies comme nulle part ailleurs »

À l'occasion de la réédition de son roman *Murambi, le livre des ossements*, consacré au génocide tutsi, l'écrivain sénégalais revient sur le Rwanda, mais aussi sur le « printemps arabe », la crise ivoirienne, l'élection présidentielle prévue dans son pays en 2012... En bon polémiste.

Propos recueillis par BIOS DIALLO

Paris sous un ciel ensoleillé. Face à la Maison de la radio, le café Les Ondes refuse du monde. Il fait beau et les clients se prélassent en terrasse. C'est là que nous avons rendez-vous avec l'écrivain sénégalais Boubacar Boris Diop, peu avant qu'il ne participe à *La Grande Table*, une émission de France Culture. Il assure la promotion de son roman *Murambi, le livre des ossements*. Ce texte, qui vient d'être réédité, a été conçu en 1998 dans le cadre du projet « Rwanda: écrire par devoir de mémoire » de Fest'Arca. Depuis, les titres des rescapés du génocide ont une seconde vie dans le souffle de ces témoignages. Jusque dans *Fagaala*, une adaptation chorégraphique de *Murambi* par Germaine Acogny et Kota Yamasaki.

Entré en littérature en 1981, avec *Le Temps de Tamango*, Boubacar Boris Diop enchaîne les émissions de radio et les colloques en France, mais aussi en Suisse, en Italie... et aux États-Unis. Une belle reconnaissance pour cet écrivain

qui est aussi un redoutable polémiste. De la Tunisie qu'il connaît bien, et d'où est parti le « printemps arabe », aux violentes convulsions ivoiriennes en passant par son pays à la veille d'un scrutin crucial, l'auteur de *L'Afrique au-delà du miroir* reste fidèle à ses opinions pas toujours politiquement correctes...

JEUNE AFRIQUE: Pourquoi avoir réédité *Murambi, le livre des ossements* ?

BOUBACAR BORIS DIOP: Il continuait à être demandé mais était difficile à trouver. Il fallait lui donner une seconde vie.

“ Le génocide de 1994 est le résultat de trois décennies de maturation idéologique.

Pourquoi une postface ? Pour tourner la page ?

C'était surtout pour faire le point, pas pour tourner la page. J'ai, au contraire, voulu poursuivre l'échange avec mes lecteurs en répondant de manière plus

approfondie aux questions qu'ils m'ont souvent posées.

Comment expliquez-vous l'enthousiasme des médias français pour ce qui n'est qu'une réédition ?

Il me semble que le regard des Français sur le génocide des Tutsis a beaucoup changé. À présent, ils osent regarder en face cette page sombre de leur histoire et les relations que leur pays entretient avec l'Afrique.

Les comptes ont-ils été soldés pour autant ?

Pas vraiment. L'opinion française est consciente que son pays a mal agi au Rwanda, elle en éprouve un vague malaise, voire de la honte, mais préfère ne pas en savoir plus. Avec le temps, elle finira bien par accepter l'évidence, l'Histoire ne se hâte jamais.

En quoi « Rwanda: écrire par devoir de mémoire » a-t-il changé votre vie ?

On ne sort pas indemne d'une telle expérience. Je n'ai plus le même rapport aux mots, mes textes sont plus dépouillés et je comprends mieux les mécanismes de la Françafrique. Sans le Rwanda, je n'aurais sûrement pas écrit *Nérophobie* avec Odile Tobner et Xavier Verschave. Et le discours de Sarkozy à Dakar m'aurait tout au plus énervé, je n'aurais pas jugé utile d'y répondre.

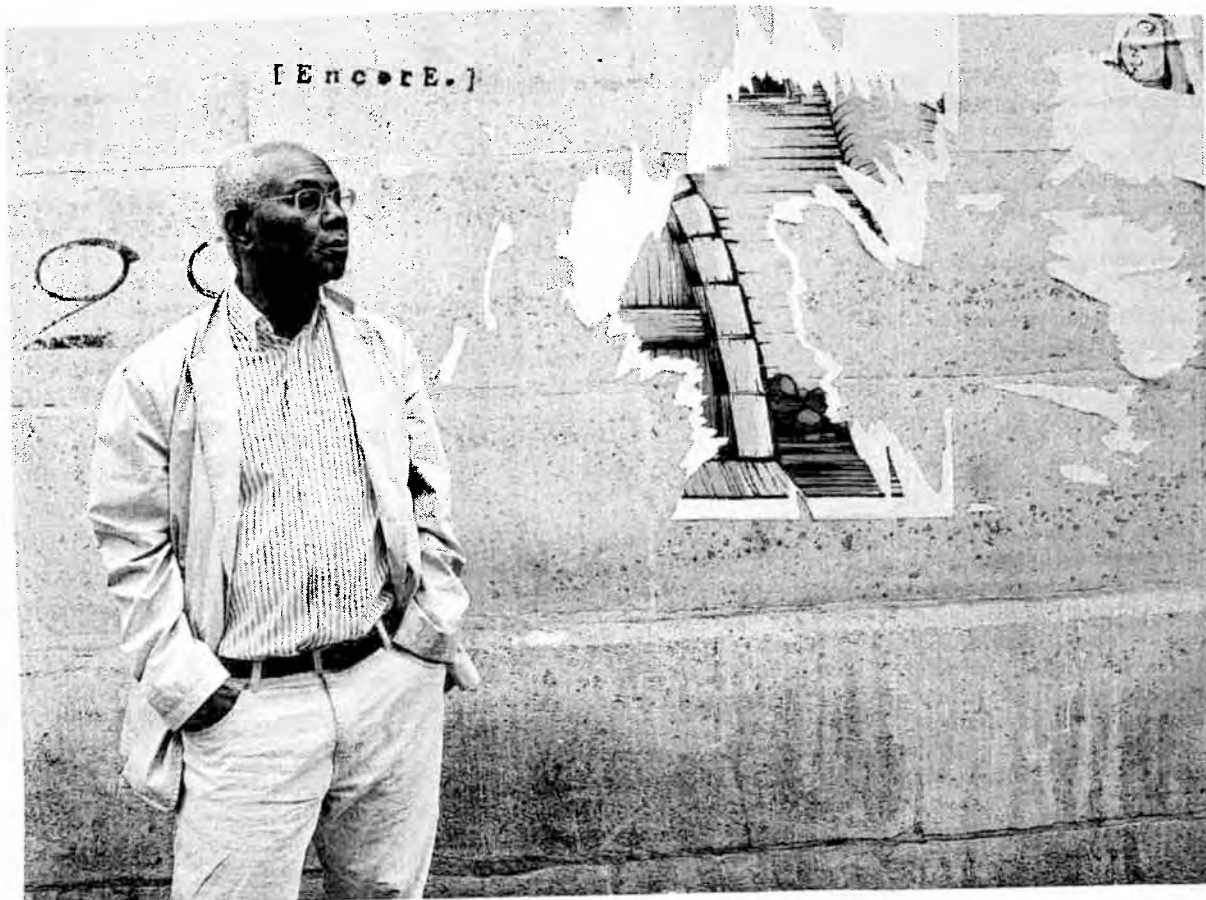
Où en est le Rwanda, aujourd'hui ?

Le pays est debout. Même les pires ennemis de Kagame sont obligés de reconnaître ses performances économiques. Et l'abolition de la peine de mort est, à mes yeux, une mesure importante dont on ne parle pas assez.

On reproche au président rwandais d'être un autocrate...

Je sais. On en fait même volontiers un dictateur. Moi j'ai le plus grand respect

pour celui qui, après avoir mis fin au cycle génocidaire instauré dès la fin des années 1950, essaie de faire vivre son peuple dans la dignité. Je sais bien que l'on attend d'un intellectuel africain qu'il déteste, par principe, tous les chefs d'État du continent...



▲ L'AUTEUR DE *NÉGROPHOBIE* (avec Odile Tobner et François-Xavier Verschavel), à Paris, le 28 avril dernier.

Mais il me paraît plus raisonnable de les juger à partir des faits.

Le rapport des Nations unies sur les violations des droits de l'homme commises en République démocratique du Congo, rendu public en octobre 2010, soupçonnait une « possibilité de génocide » par les forces rwandaises. Ne parlait-il donc pas des faits ?

Le mot « génocide » figure dans le rapport, mais vous faites bien de parler de suspicion car la formulation du texte est bien plus prudente qu'on ne le dit ici et là. Beaucoup aimeraient faire du Front patriotique rwandais [FPR, NDLR] une organisation génocidaire. C'est vraiment en prendre à son aise avec la vérité historique. Il faut rappeler que le génocide de 1994 est le résultat de trois décennies de maturation idéologique. Des textes ont appelé explicitement à la solution finale, l'opinion a été inlassablement travaillée par une radio et des journaux, et, le moment venu, l'État a lâché son armée et des dizaines de milliers de miliciens contre les Tutsis. Je n'ai jamais

rien noté de semblable dans la démarche du FPR au pouvoir depuis bientôt vingt ans. L'autre faiblesse de ce rapport, c'est qu'il n'explique pas le choix délibéré du FPR de faire rentrer les réfugiés chez eux. Si vous voulez exterminer des milliers de personnes à portée de vos fusils, vous ne montez pas une opération de retour au pays aussi risquée. Or c'est celle-ci qui est à l'origine des allégations que l'on sait...

Et l'homme Kagamé ?

Il a du caractère, et son leadership a été décisif après le génocide. Avec un héritage aussi lourd, le Rwanda aurait dû être aujourd'hui sous assistance respiratoire et peut-être même le pays le plus pauvre d'Afrique. Il en est loin grâce à Kagamé. Si certains le haïssent de manière aussi irrationnelle, c'est parce qu'ils attendent d'un chef d'État africain qu'il soit jouisseur, corrompu et surtout docile. Kagamé ne correspond en rien à cette image.

Vous avez dit sur un plateau télévisé, en parlant du « printemps arabe », que ce

qui se passait vous échappait...

Je suis romancier et donc attentif aux rapports entre le réel et la fiction. Or dans cette affaire, je n'arrive pas à savoir où se séparent leurs chemins, tout me paraît à la fois vrai et purement imaginaire. Le suicide d'un jeune Tunisien déclenche une révolution exemplaire, qui s'étend à l'Égypte, et à partir de là, ça chauffe au Yémen, à Bahreïn, en Arabie saoudite, en Syrie et en Libye, pour ne rien dire des tentatives en Algérie et au Maroc. Sérieusement, comment croire que tout cela est arrivé par hasard ou par simple contagion ?

Soupçonnez-vous l'Occident d'avoir manipulé tout cela ?

Non, ce serait manquer de respect aux manifestants. Ils sont admirables, ils prouvent qu'aucun système policier n'est invulnérable. Mais il y a tout de même des choses troublantes. Pourquoi les monarchies pétrolières n'ont-elles eu aucun mal à museler le soulèvement ? Comment en est-on arrivé à une situation où l'Otan se vante d'avoir lâché six mille bombes sur la Libye ? Et, très franchement, n'est-ce

pas gênant, ces insurgés de Benghazi qui n'existent que grâce à ce pilonnage aérien ? En cas de victoire, quelle va être leur marge de décision face à leurs parrains ? Il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt, le pétrole libyen est en jeu.

Quid de la Ligue arabe et de l'Union africaine ?

Elles sont hors jeu, faute de solidarité entre elles et en leur sein.

“ Si les Gabonais se soulèvent, ça doit être aussi pour crier : “Total dégage !”

Peut-on s'attendre à un printemps de l'Afrique subsaharienne ?

Il est difficile de comparer le monde arabe, uni par la langue, la religion et une forte sensibilité à la cause palestinienne, et l'Afrique subsaharienne, qui est un « bazar de cultures » et où la question de la souveraineté nationale reste souvent capitale. Je veux dire que si les jeunes du Gabon et du Niger se soulèvent, ça doit être aussi pour crier : « Total dégage ! » ou « Areva dégage ! » Je doute qu'ils bénéficient d'une large couverture médiatique...

Vous avez participé à l'ouvrage *L'Afrique répond à Sarkozy*. Voyez-vous une corrélation entre le discours de Dakar et l'intervention de l'armée française en Côte d'Ivoire ?

Bien sûr. La France se comporte dans ses anciennes colonies comme nulle part ailleurs.

La configuration est-elle différente pour la Libye ?

Les deux interventions ont eu lieu sous le couvert du Conseil de sécurité, mais on n'imagine pas des soldats français forçant les grilles du palais de Kaddafi. En plus du risque militaire, la France ne veut pas s'aliéner « la rue arabe ». Avec

un pays de son pré carré, elle n'a rien de tel à craindre.

Comment avez-vous vécu la crise ivoirienne... ?

Tout le monde s'est senti un peu ivoirien et cela montre notre attachement à ce pays. Pour moi, Gbagbo a manqué de lucidité en ramenant à de l'arithmétique électorale un rapport de force politique qui lui était si défavorable. Quand on a

contre soi l'Union africaine, la Cedeao, l'ONU, la Maison Blanche, l'Élysée et les médias du monde entier tout en abritant sur son sol la force Licorne et les Casques bleus, on rend le pouvoir, quitte à entrer en opposition. Quant à Ouattara, des millions d'Ivoiriens se sont reconnus dans ses idées et il est normal qu'il soit à la tête du pays. Mais il lui faudra très vite se défaire de son image de président installé par des forces étrangères et oser demander des comptes aux responsables des massacres dans les deux camps.

Une élection présidentielle va avoir lieu au Sénégal dans moins d'un an. Doit-on redouter le scénario ivoirien ?

Je ne crois pas.

Le fils va-t-il succéder au père ?

Wade en a rêvé, oui. C'était vraiment se moquer du monde, mais peut-être a-t-il senti dès mars 2009 que cela ne pouvait pas marcher. Les révoltes actuelles l'ont sans doute complètement guéri de la tentation de faire cadeau de notre pays à son enfant.

Direz-vous que son bilan, au bout de dix ans, est totalement négatif ?

Non, il faut savoir raison garder. De

nos trois présidents, Wade est le mieux élu, pour ne pas dire le seul à l'avoir été démocratiquement. Toutefois, il a causé plus de dégâts que ses deux prédécesseurs, mais ça, ce sont les mystères de la démocratie ! En revanche, il a mis fin au tête-à-tête entre la France et le Sénégal. Avec lui, il n'est plus question pour Dakar de se référer à Paris pour toutes les décisions majeures. Ça n'est pas rien, même si c'est insuffisant pour le faire gagner l'an prochain. Nous sommes très nombreux à souhaiter sa défaite, il y a déjà des candidats indépendants respectés, et on peut espérer que l'opposition va s'unir derrière un rassembleur.

Cela se fera-t-il vraiment ?

C'est un espoir, mais le gros problème au Sénégal, ce sont les forces qui prennent en otages les politiques. Le centre du pouvoir n'est jamais là où il est supposé être et il est temps de se pencher sur cette exception sénégalaise pour moderniser notre démocratie. Je sais bien que les confréries religieuses peuvent être un facteur de paix civile, mais on voit aussi comment certaines personnes les détournent de cette vocation. À la longue, cela peut être très dangereux.

Sur quoi portera votre prochain livre ?

Sur le capitaine Mbaye Diagne, un Casque bleu sénégalais qui a sauvé des centaines de Tutsis au Rwanda avant d'être tué lui-même le 31 mai 1994. Il avait 36 ans.

Vous éloignez-vous de l'écriture en wolof ?

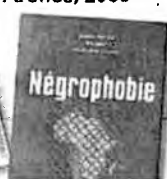
Pas du tout ! La maison d'édition Papyrus-Afrique a dans ses tiroirs deux textes et vient de trouver l'aide de la mairie de Dakar pour la réédition de *Doomi Golo*. Quant à l'opéra wolof *Leena*, dont j'ai écrit le livret, il a été joué le 19 mars devant 1 400 spectateurs, au Palais des sports de Bordeaux. ♦

Bibliographie sélective

Doomi Golo, Papyrus-Afrique, 2003



Nérophobie avec Odile Tobner et François-Xavier Verschave, Les Arènes, 2005



L'Afrique répond à Sarkozy (collectif), Philippe Rey, 2008



L'Afrique au-delà du miroir, Philippe Rey, 2009



Les Petits de la guenon, Philippe Rey, 2009



Le Cavalier et son ombre, Philippe Rey, 2010



Murambi, le livre des ossements, Zulma (2^e édition), 2011



le français dans le monde

Mai – Juin 2011



À la suite d'un séjour au « pays des mille collines » dévasté par le génocide, le romancier sénégalais offre une plongée au cœur de l'horreur rwandaise en recourant aux outils du romanesque. Un livre d'émotions. Une dénonciation du rôle des puissances occidentales. La chronique d'un génocide annoncé.

Boubacar Boris Diop, *Murambi, le livre des ossements*, Zulma

17/05/2011

ROMAN

Pour prendre la mesure du génocide des Tutsi

**Murambi -
Les livres
des ossements,**
Boubacar Boris
Diop.
Zulma,
268 pages,
18 €



Construit comme une enquête et un réquisitoire, avec une extraordinaire lucidité, le roman de Boubacar Boris Diop nous

éclaire sur l'ultime génocide du XX^e siècle mieux que tous les essais et témoignages. Avec une sobriété d'un classicisme exemplaire, l'auteur expose les faits, ses rouages et ses ressorts cachés : quelques personnages en situation, avant, pendant et après le génocide, se racontent et se croisent, s'alimentent et se confessent. Jessica, la miraculée qui sait et comprend du fond de son

engagement ; Faustin Casana, membre des Interahamwe ; le docteur Joseph Karekezi, notable hutu naguère modéré, qui organisa et coordonna le massacre de Murambi ; le colonel Etienne Périn, officier de l'armée française ; Cornelius Karekezi enfin, qui, de retour au pays quatre ans après le drame, découvre l'épouvantable responsabilité de son père. Extraordinaire !

16 avril 2011

STRASBOURG

Retour à Murambi

Quatre ans après le génocide des Tutsis, le romancier Boubacar Boris Diop écrivait *Murambi, le livre des ossements*. Entre fiction et témoignages, ce roman bouleversant dénonce aussi la politique africaine de Mitterrand.

ON N'A JAMAIS DE CRITÈRES INFALLIBLES pour juger de l'importance d'un auteur de son vivant. Mais un signe qui ne trompe pas, c'est le caractère authentique d'une voix qui se fait entendre, le pouvoir de dérangement qu'elle provoque. Sa capacité à chahuter le lecteur par la singularité des thèmes abordés, par l'expérience d'une écriture singulière.

C'est exactement ce qui se produit à la lecture de l'un des derniers livres du romancier, essayiste et journaliste Boubacar Boris Diop. Né d'une résidence d'auteurs africains « Rwanda : écrire par devoir de mémoire », *Murambi, le livre des ossements* paraît aux éditions Zulma avec une remarquable postface de l'auteur.

Avant de poser ses valises en juillet 1998 à La Mise Hôtel de Kigali, l'intellectuel reconnaît s'être fait mystifier avec une déconcertante facilité, sur les mécanismes et les enjeux politiques d'une catastrophe africaine aux dimensions cosmiques.

Des Cents-Jours que dura le génocide des Tutsis, peu d'intellectuels africains ont tenté dans ces années 90 d'en expliquer les mécanismes. L'habitude du malheur ? À quelques kilomètres de son Sénégal natal, le Hutu Power assassina dix mille personnes par



Boubacar Boris Diop. (DR)

jour, pendant cent jours...

À quoi sert un livre s'il est désarmé ? Parier sur le pouvoir de la fiction pour appréhender l'horreur, renommer les victimes, regarder en face les bourreaux armés de manchette hurlant leur cri de guerre *tubatsembatsembe* avant de fracasser les crânes, violer, et nier toute humanité à Kibungo, Butare, et à l'école polytechnique de Murambi.

Pendant deux mois, Boubacar Boris Diop a discuté avec les rescapés et les tueurs, visité les sites du génocide, accumulé un maximum d'informations. *Murambi le livre des ossements* mène une réflexion sur la puissance de la création face au meurtre et sa structure éclatée redonne vie aux destins individuels, éclaire la conscience des victimes, des bourreaux du Pays des Mille Collines. Saisissant chaque être dans la solitude sidérante d'une proximité avec sa propre mort.

Avant, pendant et après l'ultime génocide du 20^e siècle, se croisent, se racontent, se retrouvent

et s'aiment les amis d'enfance au destin brisé : Jessica la jeune rebelle engagée dans les rangs du Front Patriotique Rwanda, Stanley désormais replié dans un silence hanté, Comélius qui revient au pays après un exil de 25 ans à Djibouti. Il veut se recueillir à Murambi, où tous les siens ont été décimés sur ordre de son père le docteur Karekezi ; on s'apaise en écoutant son frère le sage Siméon Habineza, Faustin Gasana, membre de milice des Interhamwe exhorte les siens, les massacreurs hutus.

Boubacar Boris Diop rappelle la phrase de François Mitterrand : « Dans ces pays-là, un génocide ce



n'est pas trop important » et nous rafraîchit la mémoire quant à la présence des militaires de l'opération Turquoise qui, en juin 1994, avaient des semaines durant et en toute connaissance de cause joué au volley-ball au-dessus des charniers de Murambi.

Œuvre « utile », ce livre oppose la vie à la mort, rend justice aux victimes. Car « les morts de Murambi font des rêves, eux aussi, et que leur plus ardent désir est la résurrection des vivants ». ■

VENERANDA PALADINO

» Rencontre avec Boubacar Boris Diop le 20 avril à 20h15 à la Soif de lire. @ www.soifdelire.fr

Lundi 21 mars 2011

Rwanda, printemps 1994

Peut-on dire de ce livre terrible que c'est un livre magnifique ? Peut-on le lire sans souffrir, sans avoir honte de nos silences et de nos si complaisants, aveuglements ? Pourra-t-on tourner la dernière page, et, se plongeant dans un autre livre, dans une autre histoire, renvoyer au néant de notre mémoire les dizaines de milliers de victimes du génocide rwandais ? Car

c'est bien de cela dont il s'agit, ce sont bien ces massacres de la fin du printemps 1994 qui sont au cœur de "Murambi, le livre des ossements" de l'écrivain sénégalais Boubacar Boris Diop, réédité tout récemment aux éditions Zulma. Un livre écrit au cours d'un séjour

d'écriture au Rwanda en compagnie d'autres auteurs africains. Un livre aux personnages fictifs nés des récits et des témoignages. Un livre dévastateur, qui obligera à y penser encore et encore, à rechercher les journaux de l'époque, à taper "Génocide rwandais" sur tous les moteurs de recherche. C'était il n'y a pas si long-

temps. Tandis que le monde entier suivait aux Etats-Unis la Coupe du monde de Football, près d'un million de Tutsis étaient assassinés dans la plus grande indifférence.

Florence DALMAS

"Murambi, le livre des ossements", Zulma, 200p. 18 €



Avril 2011

Boubacar Boris Diop



CULTURE

Un roman puissant,
terrible et beau.

Le livre des ossements

« *Ce roman est un miracle. Murambi, le livre des ossements confirme ma certitude qu'après un génocide, seul l'art peut essayer de redonner du sens. Avec Murambi, Boubacar Boris Diop nous offre un roman puissant, terrible et beau* ». Faut-il ajouter quelque chose aux propos de Toni Morrison, prix Nobel de littérature ? Sans doute que non. Mais, ils compliquent un peu la lecture du roman. Car il s'agit désormais en filigrane de comprendre non pas seulement pourquoi ce roman est un miracle, mais surtout pourquoi toute écriture romanesque sur un génocide n'est pas nécessairement un miracle. Et ce qui vaut pour la littérature vaut aussi pour les autres formes d'art. La bonne volonté, une bonne documentation, de solides connaissances historiques, des témoignages de première ou seconde main, de l'empathie, de l'indignation, ne suffisent pas. Il faut bien autre chose encore « *pour redonner du sens* ».

Ecrire par devoir de mémoire

L'entreprise est donc périlleuse, quelle que soit par ailleurs sa légitimité. Dans la postface qu'il rédige à l'ouvrage, l'auteur, Boubacar Boris Diop, rend compte de ce paradoxe. L'écrivain et journaliste sénégalais est arrivé au Rwanda, en juillet 1998, soit 4 ans après le génocide, en compagnie d'autres écrivains africains de langue française, dans la cadre d'une opération intitulée « *Rwanda, écrire par devoir de mémoire* ». Il est arrivé à Kigali avec ses idées toutes faites sur l'Afrique, ses guerres et ses violences. À l'écoute du pays et de ses douleurs, humblement, il

s'est défait de ses préjugés, il a fait le vide en lui. L'enjeu était de saisir ce qu'est un génocide. Par respect envers les victimes. Il s'est longtemps demandé comment concrétiser son désir ardent de faire ressentir au lecteur « *le choc et l'effarement de la découverte d'une horreur défiant l'imagination, au propre comme au figuré* ». Le miracle est là dans l'invention de personnages, bien individualisés, dans la singularité de la violence commise ou subie. Le narrateur s'efface devant la voix fragile de la conscience confrontée à la recherche de l'impossible et nécessaire cicatrisation des plaies.

Une rupture abyssale qui n'épargne personne

Le roman est construit sur une série de crescendos. L'avion du président Juvénal Habyarimana est abattu en plein vol par le tir de deux roquettes en avril 1994. L'inquiétude, quasi instinctive depuis 1959, se transforme en peur chez les Tutsi. Les miliciens Interahamwe vont passer à l'acte. Les lames des machettes sont aiguisées comme des épées. Alors que chacun sait parfaitement, au Rwanda comme ailleurs, que tant qu'il y a humanité, cité des hommes et pouvoir politique, une autre option est toujours possible que celle du génocide, son déclenchement est perçu comme inexorable par les victimes comme par leurs bourreaux, tandis que la planète Terre, indifférente, a les yeux rivés sur la coupe du monde de football qui se déroule aux États-Unis cette année-là. Le crime n'a cette fois rien à voir avec une parenthèse qu'on ouvre et referme comme un mauvais vent qui ne ferait que passer. Il instaure une rupture abyssale qui n'épargne personne. Quel vivre ensemble imaginer désormais ? Quel pardon peut accorder celui qui est, comme tous les rescapés, rongé par la culpabilité de sa survie ? À qui l'adresser si « *le crime de génocide est commis par les pères mais expié par les fils...* » ? Comment comprendre que la souffrance ne rend pas automatiquement et jusqu'à la fin des temps les victimes meilleures que ceux qui les ont fait souffrir ?

Pour surmonter l'ensemble de ces épreuves, il faut la transcendance d'un personnage hors du commun, si proche de Dieu, si proche d'Imana, qu'il semble appartenir au temps des origines et donc capable de refondation. Le Sage Siméon est pourtant le frère du boucher de Murambi. Grâce à lui, son neveu Cornélius, trouvera la force de vivre. Car, après un génocide, la seule vraie question est celle de la « *résurrection des vivants* ». ■

Isabelle Kortian



La question de l'homme fort

Peu de Rwandais osent parler à visage découvert quand ils ont des critiques à émettre. En revanche, le débat sur le modèle Kagame passionne l'élite africaine.

BOUBACAR BORIS DIOP

Journaliste et écrivain sénégalais, a participé en 1998 avec Koulsy Lamko et d'autres auteurs à un atelier d'écriture au Rwanda, dont il a tiré l'excellent roman *Murambi*, le livre des ossements (Zulma, Paris, 2011).

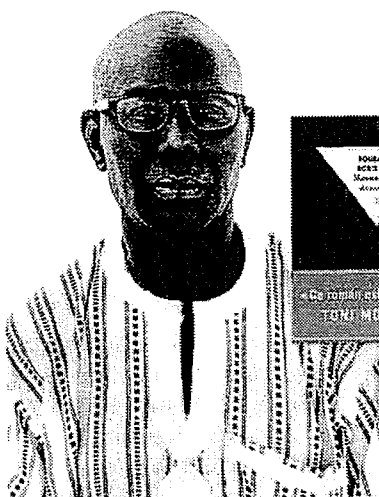
« EN RAISON DE SON SENS ÉLEVÉ DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL, KAGAME EST UN EXEMPLE »

AM: Que pensez-vous du débat autour de Paul Kagame en tant que « modèle » ?

Pour moi, c'est un très grand homme – modèle ou pas. Lorsqu'on exterminait les Tutsis, personne n'a levé le petit doigt pour les sauver. C'est lui qui a mis fin au génocide et personne d'autre. Ce pays aurait dû être sous assistance médicale après 1994. Il fait débat aujourd'hui, ce qui en dit long sur le chemin parcouru par une nation dans laquelle des pays comme la France ont été du côté des tueurs, et dont on disait que son chef ne tiendrait pas après 1994. Mais Kagame n'a pas lâché. Je considère que quoi qu'il arrive, il a gagné. Je comprends que les jeunes un peu désespérés s'intéressent à lui, car on trouve difficilement un exemple tel que le sien dans notre histoire contemporaine, en raison de son sens élevé de l'intérêt général.

Ce débat est-il particulièrement intéressant au Sénégal, un pays présenté comme un « modèle » de démocratie ?

Même au Sénégal, il y a beaucoup de nuances entre ce tableau qu'on dresse souvent de l'Afrique, avec les bons démocrates et les méchants dictateurs. Paul Kagame tient son pays d'une main de fer, certes. Cela ne me dérange pas, car il n'est pas Mobutu, ni Bokassa



ou Amin Dada. Je suis bien placé, en tant que Sénégalais, pour apprécier les vertus d'un système ouvert. Or, qu'en a fait Macky Sall ? Les résultats paraissent tellement dérisoires !

Dans un pays tel que le Rwanda où la parole a tué, est-ce possible de construire une démocratie ?

Il n'est pas seulement question de la parole qui tue : la Radio des Mille Collines, c'était très démocratique, et son discours a abouti à une apocalypse, en effet. Au Sénégal, les gens s'expriment, mais cette liberté concerne une minorité. C'est précieux, mais le pays n'en va pas moins à vau-l'eau ! Notre diplomatie reste assez énigmatique et les intérêts français n'ont jamais été mieux servis que sous Macky Sall. Le système éducatif est à l'abandon. Les gens ne peuvent pas se soigner. Malgré ses 200 partis politiques, notre démocratie de prébendes voit le chef distribuer les privilèges et tout le monde se tait sur ces pratiques.

Personne n'a-t-il jamais été à la hauteur de Paul Kagame ?

Le bon exemple reste Thomas

Sankara. À sa différence, Paul Kagame ne s'inscrit pas dans une révolution planétaire et n'a jamais voulu faire de Kigali une Mecque des progressistes. Il essaie de faire au mieux pour son pays. Ce qui n'exclut pas la volonté de parler aux autres et d'avoir de bonnes relations avec

nombre de dirigeants francophones. Nulle part au monde, je n'ai pu observer de tels changements. Paul Kagame le dit parfois : « Nous voulons que notre histoire soit un regard vers le futur, au lieu d'une fixation sur le passé. » Son intention est de faire parler du Rwanda en bien, pour ses progrès, et non en mal, à cause du génocide. Si les morts de 1994 revenaient à Kigali, ils ne reconnaîtraient pas la ville où ils ont été assassinés. L'espace urbain est devenu totalement différent – j'y vois une volonté inconsciente d'effacer les traces du crime, mais par le haut, et non par un vulgaire maquillage de la scène.

Paul Kagame est-il le seul chef d'État à avoir vraiment tourné la page postcoloniale ?

À la fin du génocide, la France lui a proposé la solution qu'on fourgue toujours aux Africains, avec un gouvernement d'union nationale et le partage du pouvoir. Il leur a dit : « Allez vous faire voir ! ». N'oublions pas qu'en 1998, au Rwanda, il n'y avait rien ! Tout le monde avait été tué : les juges, les intellectuels... Arriver à s'en sortir à force de travail après cette histoire terrible, c'est tout simplement exceptionnel ! ■ propos recueillis par S.C.



André Lejarre
« Le Fleuve », Ndoum,
nord du Sénégal, 1999

QUI A PEUR DU WOLOF ?

De nombreux auteurs d'Afrique francophone ont choisi de rédiger leurs œuvres dans la langue de l'ancien colonisateur, reléguant au second rang leur langue maternelle, parent pauvre de la littérature africaine. Une situation que déplore Boubacar Boris Diop. Le romancier sénégalais de renommée internationale, qui écrit aussi bien en français qu'en wolof, plaide pour les langues du continent noir.

PAR BOUBACAR BORIS DIOP *

Au Sénégal, ma génération a été dans les années 1960 la première à étudier ce qu'on appelle, d'un terme vague et quasi insaisissable, la « littérature africaine ». En passant d'Arthur Rimbaud et Honoré de Balzac à Léopold Sédar Senghor et Mongo Beti, nous avions le sentiment de lâcher enfin, pour ainsi dire, l'ombre pour la proie. En revanche, les écrivains anglophones, lusophones et d'Afrique du Nord brillaient par leur absence.

* Écrivain et essayiste, professeur invité à l'Université américaine du Nigeria. Auteur, notamment, de *Mummbi, le livre des ossements* (Zulma, Paris, 2011, rééd. 2014) et de *Doum Gole* (Papyrus Afrique, Dakar, 2003).

Force-Bonté, du Sénégalais Bakary Diallo (1), pose en 1926 la toute première borne d'un champ littéraire dont les contours vont se préciser au cours des décennies suivantes. Les Congrès des artistes et écrivains noirs de 1956 (Paris) et 1959 (Rome) en ont été deux repères importants; *Présence africaine* — la revue et la maison d'édition — avait vu le jour dix ans plus tôt. En définitive, un héritage a été légué, que l'on voit se perpétuer tant bien que mal. À Dakar ou à Yaoundé, la presse continue à rendre compte de la parution, presque toujours à Paris, de romans ou d'essais d'auteurs africains, spéculant sur les lauréats africains potentiels du Renaudot ou du Femina et, relayant les débats académiques, s'interroge gravement : le « malaxage », si réussi chez Ahmadou Kourouma, du français et du malinké, ne serait-il pas, tout bien pesé, l'avenir de notre littérature ? Quid ?

(1) Bakary Diallo (1892-1979) relate dans ce livre son expérience de tirailleur sénégalais en 1914-1918.



du « réalisme magique » dans *Pedro Páramo*, du Mexicain Juan Rulfo, et dans *Les Sept Solitudes de Lorsa Lopez*, du Congolais Sony Labou Tansi ?

Les auteurs vivants ne sont pas en reste. On les voit sur tous les podiums et plateaux de télévision, concentrés ou désinvoltes, mais toujours bien décidés à remettre l'Afrique sur ses pieds. Toutefois, ce n'est peut-être là qu'une façon de parler : certains auteurs, on ne sait trop pourquoi, se mettent en position de tir dès qu'ils entendent le mot « identité ». Ce sont les mêmes qui, pourtant, se vantent à l'occasion de pimenter et de faire délirer une langue française un peu trop sage et pâlichonne à leur goût...

En vérité, ils se seraient bien passés de ces cabrioles stylistiques, mais il est si difficile, pour parler comme le poète haïtien Léon

*Des esprits chahutés par l'histoire
peuvent avoir le sarcasme facile :
un roman en soussou, en sénoufo ou
en fon, est-ce bien sérieux ?*

Laleau, de « *dire avec des
mots de France [un]
cœur venu du Sénégal* »...
Si tout écrivain entretient des rapports orageux avec les mots, dans

le cas de l'auteur africain, c'est sa langue d'écriture qui est tout entière problématique. On m'a ainsi demandé d'abord : « *Pourquoi écrivez-vous en français ?* », puis, après la parution de mon roman *Doomi Golo* : « *Pourquoi écrivez-vous en wolof ?* » Personne n'a besoin de lire vos livres pour vous poser ces questions, qui charrient toutes les frustrations d'un échange humain avorté, aux antipodes du projet littéraire.

Les intellectuels francophones ont toujours été plus réticents à se faire à l'idée que leurs langues ne sont en rien inférieures à celle de Molière. Il serait simpliste, voire injuste, d'expliquer cette attitude par on ne sait quel mépris de soi : des auteurs peu suspects de complaisance pour le néocolonialisme français se sont toujours montrés assez réservés à l'égard des langues africaines, surtout par crainte, semble-t-il, de leur charge tribale. Une amie romancière vivant à Paris me dit préférer un « *statu quo réaliste* » parce que la moindre controverse linguistique mènerait le Cameroun, son pays, au chaos. Rien n'étant simple, elle m'avouera aussi parler de plus en plus mal sa langue maternelle, qu'elle n'a jamais su écrire. Beaucoup

d'écrivains africains se trouvent dans la même situation. Il n'y a donc rien d'infamant dans leur préférence pour le français. Peut-être devraient-ils tout juste s'interdire de dénigrer des langues africaines qu'ils connaissent si mal.

Il est vrai aussi que des esprits chahutés par l'histoire peuvent avoir le sarcasme facile : un roman en soussou, en sénoufo ou en fon, est-ce bien sérieux ? Qui va donc lire ça ? Cet argument de la rentabilité, brandi en toute occasion, paraît frappé au coin du bon sens. En fait, il est totalement insensé... À ce compte, un certain Guy des Cars, qui a sans doute vendu plus de livres que Jean-Paul Sartre et Albert Camus réunis, serait le plus grand romancier français du XX^e siècle.

Des amis et moi-même avons voulu montrer, en lançant aux éditions Zulma le label Célytu, qu'au rendez-vous des cultures toutes les voix ont une égale dignité. Cette collection a en effet pour vocation de traduire en wolof des titres majeurs de la littérature universelle.

L'Afrique est le continent où l'écart entre les auteurs et leurs compatriotes est le plus grand. On en est même venu à douter de l'aptitude de ses langues à la création littéraire. Un tel préjugé est plus répandu qu'on ne croit. En témoigne la mésaventure d'un jeune et brillant chercheur sénégalais occupé à démontrer que les fictions en kikuyu ou en wolof ne sauraient être que linéaires et leurs intrigues sans surprises, et qui dut complètement changer d'avis en lisant mon roman *Doomi Golo*, puis *Mbaam Aakimoo*, de Cheik Aliou Ndao. Ces deux ouvrages font partie d'une riche production en wolof qui ne se porte pas moins bien que sa sœur francophone.

Pour une révolution culturelle

De telles avancées n'ont pas pu être réalisées à partir de rien. Le scientifique et historien sénégalais Cheikh Anta Diop, nourri dans son enfance de la poésie wolofal – c'est-à-dire le wolof transcrit avec l'alphabet arabe – de Serigne Mor Kayré et Serigne Moussa Kâ, a réussi à faire le lien entre eux et les intellectuels occidentalisés. C'est à leurs écrits qu'il pense lorsque, en 1948, il exhorte les Africains à ne plus se résigner au viol de leur imaginaire. C'est aussi de Diop que se réclame la linguiste Arame Fal, à qui l'on doit



les publications scientifiques si utiles pour l'enseignement du wolof, en particulier dans le supérieur. L'université Gaston-Berger de Saint-Louis a innové en se concentrant sur la prose en pulaar et en wolof.

Ce serait toutefois aller trop vite en besogne que de parler de libération culturelle. De fait, l'élite sénégalaise continue à respecter et à aimer d'un amour sincère le français, seule langue officielle. Abondante et de qualité, la création en pulaar, sérère et wolof reste si invisible que, pour tout le monde, on ne peut être écrivain qu'en langue française. En réalité, seul l'effondrement du système éducatif a pu ouvrir une brèche telle que, pour paraphraser Cheikh Anta Diop, le pays peut basculer à tout moment sur la pente de son destin linguistique.

Les textes appelés à rendre possible cette révolution culturelle sont en train d'être conçus dans l'ombre par des auteurs peu intéressés par le miroir aux alouettes d'une réception immédiate. Le Sud-Africain J. M. Coetzee, qui n'est certainement pas ce qu'on pourrait appeler un militant des langues africaines, nous conduit pourtant dans *Elizabeth Costello* à l'exact point de jonction entre l'esthétique et le politique. L'une des nouvelles de l'ouvrage, intitulée « Le roman en Afrique », met en scène Emmanuel Egudu, écrivain nigérian plutôt vaniteux, qui se fait sèchement remettre à sa place par l'héroïne : « Le roman anglais, lui dit-elle, est avant tout écrit par les Anglais pour les Anglais. C'est

son essence même, c'est ce qui fait que l'on parle du roman anglais. Le roman russe est écrit par les Russes pour les Russes. Le roman africain, lui, est écrit par les Africains, mais il ne s'adresse pas aux Africains. Certes, les romanciers africains parlent de l'Afrique, décrivent des expériences africaines, mais j'ai l'impression qu'ils sentent tout le temps par-dessus leur épaule le regard des étrangers en train de lire leur texte. Que cela leur plaise au non, ils se sont résignés au rôle d'interprètes; ils expliquent l'Afrique. Or comment un romancier peut-il explorer un univers humain dans toute sa profondeur s'il lui faut mobiliser autant d'énergie pour l'expliquer à des étrangers ? »

L'élite sénégalaise continue à respecter et à aimer d'un amour sincère le français, seule langue officielle



André Lejarre
« Ramata et Boubou »,
Ndioum, nord
du Sénégal, 1999



L'écrivain reçoit sa langue en héritage et, à force de vouloir la plier à sa volonté, la recrée sans cesse. De proche en proche, il change ainsi l'idée qu'une nation se fait d'elle-même, au point de la réinventer. Cela suppose au départ une intimité absolue avec le dire de la société : nous ne parlons pas notre langue maternelle, nous n'en sommes que l'écho. Que peut-il bien se passer, en effet, dans la tête d'un auteur qui travaille avec des mots qu'il n'entend jamais autour de lui, pas même de sa propre bouche ? Il se prive d'une certaine richesse sonore née de la tension entre une parole vivante et les termes inertes du dictionnaire. Cela pourrait bien expliquer le manque de naturel, souvent déploré, d'une littérature afro-française qui, paradoxalement, n'est ni africaine ni française. Habiter cet entre-deux-langues suscite un mal-être en quelque sorte structurant, dans la mesure où il est à l'origine de bien des révolutions formelles en littérature africaine ; cela explique aussi un projet comme celui du Malien Massa Makan Diabaté, qui se faisait fort de « *violer la langue française pour lui faire des petits bâtards* ».

Littérature de transition

Mais quelques auteurs de génie ne peuvent à eux seuls nous masquer le manque de caractère de cette littérature devenue peu à peu une vague commodité stratégique pour Paris. Fait unique, la France consent à financer entièrement la littérature de ses ex-colonies parce qu'il lui faut bien tenir son rang, surtout au moment où elle sent le sol se dérober sous ses pas.

Un tel système de domination, porté par la lourde machinerie francophone, est pourtant en train de donner des signes d'essoufflement. La greffe n'a pas pris, et on se rend compte d'un seul coup que la production africaine d'expression française a toujours été, en définitive, une littérature de transition. Au Sénégal, la littérature wolof pourrait se substituer à elle plus tôt qu'on ne croit. Dans vingt ans ? Dans trente ans ? Peu importe : à l'échelle de l'histoire, c'est à peine le temps d'un clin d'œil. Si c'est devenu inéluctable dans ce pays francophile entre tous, c'est que, tôt ou tard, il en sera de même partout ailleurs en Afrique.

En somme, rira bien qui écrira le dernier...

Boubacar Boris Diop